



Photo: Samy Kossovsky

AAFI-AFICS BULLETIN

VOL. 71, NO. 4

Juillet -- July 2012

Table des matières		Table of Contents	
	Page		Page
EDITORIAL	2	EDITORIAL	34
ELECTIONS AU COMITE DE L'AAFI-AFICS.....	3	ELECTIONS TO THE COMMITTEE	35
VENEZ NOUS REJOINDRE AU COMITE DE L'AAFI-AFICS !.....	3	JOIN THE COMMITTEE!	35
SOIXANTE-DOUZIEME ASSEMBLEE GENERALE DE L'AAFI-AFICS 17 AVRIL 2012	4	SEVENTY-SECOND GENERAL ASSEMBLY OF AAFI-AFICS 17 April 2012	36
FISCALITE DES PENSIONS EN FRANCE.....	15	TAXATION OF PENSIONS IN FRANCE.....	46
SECURITE SOCIALE ET CSG.....	17	ACTUARIAL VALUATION OF THE UNJSPF AS AT 31 DECEMBER 2011.....	48
SENIORS D'ICI ET D'AILLEURS: DANS LES COULISSES DE L'ONU.....	19	"SENIORS D'ICI ET D'AILLEURS": BEHIND THE SCENES AT THE UNITED NATIONS	51
DE L'AMICALE À L'ASSOCIATION II.....	21	AMICALE TO ASSOCIATION II.....	52
LES FINANCES DE L'AAFI : HISTORIQUE	23	A SHORT HISTORY OF AAFI-AFICS FINANCES	54
SOCIÉTÉ DES ÉCRIVAINS DES NATIONS UNIES: POÉSIE AU BORD DU LAC.....	24	UN SOCIETY OF WRITERS: POETRY READING ON THE LAKE	56
NOUVELLES DES ORGANISATIONS	26	NEWS FROM THE ORGANIZATIONS.....	57
LIVRES REÇUS.....	27	INFORMATION SEMINAR ON "AGEING AT HOME"	58
« VIEILLIR CHEZ SOI » SEMINAIRE D'INFORMATION ORGANISE PAR L'AAFI-AFICS.....	28	BIRD-WATCHING	59
LES JOIES DE L'ORNITHOLOGIE	29	ANYONE FOR SHAKESPEARE?.....	62
GENEVE VILLE SOCIALE ET SOLIDAIRE	31	SOCIAL GET-TOGETHERS IN GENEVA.....	64
AAFI-AFICS COMPTES 2011	32	AAFI-AFICS ACCOUNTS 2011	65
NOUVEAUX MEMBRES.....	67	NEW MEMBERS.....	67
ILS NOUS ONT QUITTÉS	69	THEY HAVE PASSED AWAY.....	69
PLAN D'ACCESS AUX BUREAUX DE L'AAFI-AFICS.....	74	PLAN OF ACCESS TO THE AAFI- AFICS OFFICE.....	74
2013 ÉLECTIONS AU COMITÉ AAFI-AFICS APPEL DE CANDIDATURES	75	2013 ELECTIONS TO THE AAFI- AFICS COMMITTEE CALL FOR CANDIDATES	76

Photo en couverture : Déjeuner d'adieu à Roger Eggleston

Cover picture: Farewell lunch for Roger Eggleston

AAFI-AFICS

Bureau A.265, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75

Banque UBS SA Genève (Compte: 240-128594.LUT; IBAN: CH6600240240128594LUT;
SWIFT/BIC: UBSWCHZ80A)

Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5

E-mail: aafi-afics@unog.ch

Site internet (français): afics.unog.ch/aafi.htm, Web (English): afics.unog.ch/afics.htm

EDITORIAL

En franchissant la Porte 2 du Palais des Nations en ce début de janvier 1969 je me suis senti happé dans un monde nouveau. Tout au long des couloirs sans fin où l'Histoire de cette impressionnante institution semblait ruisseler des murs, les déplacements apparaissaient paisibles, harmonieux, où chacun allait sans heurt mais de façon déterminée vers sa tâche.

Arrivé à ma destination la présentation de mes nouveaux collègues m'a tout de suite projeté dans le monde international. En moins d'une demi-heure j'avais rencontré sept nationalités différentes : anglais/écossais, espagnol, français, hollandais, italien, suédois, suisse. Les conversations rapidement entamées se faisaient dans une langue qui m'était inconnue, je crois que c'était un dialecte. Nous parlions en échangeant des phrases composées de mots puisés dans plusieurs langues. Chacun déployait des efforts de créativité afin de comprendre l'autre et de se faire comprendre. Tout cela était si naturel et, à ma grande surprise, nous nous comprenions et nos tâches se réalisaient sans difficultés. Je venais d'être initié au langage « Onusien ».

Dans un tel environnement multiculturel où les différences au lieu d'être obstacle deviennent une force, la curiosité est vite stimulée, l'humain prend une place prépondérante et l'on se sent immédiatement imprégné de la vocation de notre organisation de toujours privilégier la paix et l'harmonie. Je crois avoir été viscéralement contaminé car j'ai, je le confesse, développé une réelle incompetence doublée d'une aversion à entrer en conflit et à nourrir les querelles. J'ai aussi réalisé qu'après chaque conflit, après chaque guerre, il y a eu une paix. Mais combien de souffrances et combien de séquelles conserveront toujours ceux qui ont traversé ces épreuves.

D'être au service des Nations Unies et des Organisations de la famille nous inculque, nous impose, de tout mettre en œuvre pour éviter ces séquelles et, nous dispensant de l'étape conflit, de sauter directement à la solution pacifique. Pourquoi transiter par le conflit puisque nous sommes « condamnés », tôt ou tard, à faire la paix ?

Cette approche, cette vision de la vie, est aussi générateur d'un immense retour sur investissement : « l'amitié ». Tout au long des années, au quatre coins du monde, s'est créée une intense solidarité, une envie de travailler en équipe, un désir d'entraide et de réussite, récompensés par de solides amitiés.

C'est l'ensemble de tout cela et, je le confesse aussi, une singulière passion pour les questions de pensions, qui m'ont amené à répondre positivement à l'appel de Roger, que sa famille a appelé auprès d'elle.

En endossant son habit dans le Comité de notre association, je réalise la diversité des tâches et le dévouement de l'équipe en place. Je réalise aussi la responsabilité que nous avons de nourrir nos sources de compétences et d'assurer la conservation et la transmission du savoir afin de préparer la route de nos successeurs.

Dans un prochain bulletin je reviendrai sur ces points et vous dirai, à vous qui lisez ces lignes, tout l'appui que vous pourrez nous apporter.

Gilbert FERRARI

ELECTIONS AU COMITE DE L'AAFI-AFICS

Selon l'Article 17 des Statuts de l'Association, les membres du Comité sont choisis à bulletin secret pour un mandat de quatre ans conformément aux dispositions suivantes :

- Tous les deux ans un scrutin est organisé parmi les membres de l'Association pour élire la moitié des membres du Comité
- Tout candidat à l'élection au Comité doit être membre de l'Association et sa candidature doit être proposée par trois autres membres au moins. Les membres du Comité en fin de mandat sont rééligibles. Les nominations sont reçues par le Secrétariat au moins quatre mois avant la date de la session ordinaire de l'Assemblée générale
- La liste des candidats est établie par le président. Elle est envoyée à tous les membres de l'Association au moins trois mois avant la session ordinaire de l'Assemblée générale
- Le vote s'effectue par correspondance
- La procédure électorale est établie par le Comité.

Vous trouverez à la fin du Bulletin un appel de candidatures.

VENEZ NOUS REJOINDRE AU COMITE DE L'AAFI-AFICS !

Le Comité de l'AAFI-AFICS est composé de 18 membres élus et de représentants des associations-sœurs : BIT, UIT, ITC, OMS, OMM, OMC.

Le Comité se réunit une fois par mois et les bureaux de l'AAFI-AFICS sont ouverts deux jours par semaine de 10h00 à 12h30. Chaque membre doit pouvoir disposer du temps nécessaire pour assister à la réunion mensuelle du Comité et prendre, à tour de rôle, la responsabilité d'une matinée de permanence dans nos bureaux, c'est-à-dire environ une fois par mois.

Les langues de travail de l'AAFI-AFICS sont le français et l'anglais. Un grand nombre de tâches sont accomplies par courrier électronique.

L'Association est engagée dans un grand nombre d'activités et le Comité accueillerait avec plaisir de nouveaux membres qui seraient en mesure de jouer un rôle actif dans l'un - ou plusieurs - des domaines suivants :

1. Caisse des pensions : filière-dollar, double-filière, prestations pour veuves/veufs, prestations d'invalidité etc.
2. Assurance-maladie : systèmes ONU/OMM, BIT/UIT, OMS, Van Breda etc.
3. Fiscalité (connaissance de système nationaux : Suisse, France, Etats Unis, Espagne, Italie, Allemagne etc.

4. Séminaires de préparation à la retraite : ONU, BIT.
5. Séminaires thématiques : (Testaments et successions, Vieillir chez soi etc.)
6. Vie sociale : sorties, excursions, déjeuners, animation de groupes locaux (Ferney-Voltaire, Nyon, Genève-Cité Seniors), réunions amicales etc.
7. Relations avec les autorités locales (Genève, Vaud, Haute-Savoie, Ain)
8. Bulletin : rédaction d'articles, traductions, dessins ou photos, corrections sur épreuves etc.
9. Comptabilité.
10. Connaissance des ordinateurs.
11. Questions juridiques.
12. AVS suisse.
13. Administration des membres, recrutement de nouveaux membres, communication, publicité etc.
14. Appui à nos seniors les plus fragiles : aide à leur lutte contre l'isolement, à leurs obligations administratives, à l'usage des moyens électroniques de communication etc.

Les membres du Comité expérimentés seront bien entendu à la disposition de leurs nouveaux collègues pour leur prodiguer conseils et assistance.



SOIXANTE-DOUZIEME ASSEMBLEE GENERALE DE L'AAFI-AFICS 17 AVRIL 2012

1. Ouverture de la réunion

1.1. M. Roger Eggleston, Président en exercice de l'AAFI-AFICS adresse quelques mots de bienvenue aux 65 personnes présentes.

1.2 Tout en remerciant chacun pour le travail accompli avec assiduité, il rappelle que tous les membres du Comité agissent de façon exclusivement bénévole. Il présente les membres du Comité en rappelant le rôle de chacun dans la bonne marche de l'Association.

Il informe l'assemblée que :

- M. Gilbert Ferrari a été coopté comme membre du Comité depuis janvier 2012.
- l'Association a depuis quelques mois une nouvelle Assistante sociale, Mme. Nicole Yersin, qui succède à Mme. Nana Leigh.

1.3 Des remerciements pour leur présence sont également adressés :

- aux représentants d'organisations ;
- au Président de la FAFICS des Nations Unies de New York – M. Andrés Castellanos ;
- à Mme Elisabeth Chauveau-Bais & M. Aliamane Bacar Said du Bureau de Genève de la Caisse des Pensions ;
- à M. Stéphane Birchmeier, adjoint de Direction du Service social de la ville de Genève et responsable de la Cité-Seniors;
- à M. Daniel Prémont, Président de l'Association des fonctionnaires internationaux français (AFIF) ;
- aux interprètes dont l'assistance bénévole est toujours grandement appréciée
- aux bénévoles assidus qui apportent leur concours au secrétariat : M. D. Helland, Mmes. F. Henry & C. Kind.

1.4 M. Eggleston se réfère ensuite à l'éditorial du Bulletin d'avril dans lequel est annoncé son prochain départ de Genève pour raisons familiales, ce qui, par conséquent, mettra fin à sa présidence au sein de l'AAFI-AFICS. Il précise que sa succession sera assurée par M. Gilbert Ferrari.

2. **Election du Président de séance**

Suite à l'appel de candidatures, M. Anders Tholle propose celle de M. Arthur Askew (membre fondateur de l'Amicale de l'OMM, ingénieur hydrologue, qui a présidé plusieurs sessions de ce type). Cette proposition, appuyée par deux personnes, étant la seule et ne recevant aucune objection, est acceptée unanimement par l'assemblée.

3. **Adoption de l'ordre du jour**

Ayant remercié l'assemblée de l'avoir désigné comme président de séance, M. Askew souligne qu'il s'efforcera d'une part, malgré sa tendance à être bavard, de terminer cette assemblée générale à l'heure, et d'autre part de tenir cette réunion avec la plus grande vigilance. Il demande à l'assemblée d'intervenir en respectant le sujet abordé et ce, de façon la plus concise possible. Il ajoute que le Président de la FAAFI interviendra en fin de séance.

Ne faisant pas l'objet de commentaires, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité. Tout en félicitant le Comité pour le travail accompli, M. Askew annonce que le rapport du Comité sera examiné section par section, et donne ensuite la parole à M. Eggleston.

4. **Rapport du Comité pour l'année 2011**

Avant de présenter ce rapport, M. Eggleston est heureux d'annoncer que M. Ferrari a en effet accepté de lui succéder à la présidence de l'AAFI-AFICS. La nouvelle est bien accueillie par l'assemblée étant donné l'expérience professionnelle de M. Ferrari, en

particulier dans le domaine des pensions dont il fut longtemps le Directeur du Bureau de Genève.

4.1 Affiliation - organisation du travail – au-delà de Genève § 1-13

M. Eggleston souligne que :

- le nombre d'adhérents n'est que faiblement en augmentation. Il sera donc nécessaire de poursuivre les efforts pour que l'Association soit mieux connue ; d'en parler, chaque fois que l'occasion se présente, et surtout d'encourager les collègues à s'affilier en rappelant le rôle de l'AAFI-AFICS ainsi qu'énoncé au para. 5 du Bulletin de mars 2012. Plus nous serons nombreux, ajoute-t-il, meilleur sera l'impact auprès de la Caisse des Pensions ou de celle de l'Assurance maladie ;
- le travail accompli au sein de l'Association est celui de personnes bénévoles qui acceptent d'être aussi efficaces que possible comme si elles étaient rémunérées.

Avant de passer la parole aux représentants de la Caisse des Pensions, M. Askew souligne qu'il est possible de devenir membre de l'AAFI-AFICS avant la retraite, et encourage les membres présents à 'répandre la bonne parole'.

4.2 Caisse des Pensions § 14-19

Après avoir exprimé ses remerciements pour l'invitation à cette réunion et présenté le nouveau chef du Service clients, M. A. Bacar Said, Mme. E. Chauveau-Bais fait une présentation générale de la Caisse créée en 1949 par l'Assemblée générale des Nations Unies, étayée par des diaporamas qui rendent les explications des plus claires. On pourra retrouver cette présentation sur notre site.

Elle rappelle qu'elle est composée de deux bureaux, l'un à New York l'autre à Genève. Celui de Genève couvre l'Europe / l'Afrique et le Moyen-Orient.

Le fonctionnement est basé sur le système de 'revenus' (alimentées par les cotisations des personnes en activité et les revenus de placement) et de 'dépenses' (générées par les prestations à payer).

Il est bon de rappeler que la Caisse repose sur deux principes :

Le US dollar \$ est la monnaie de base mais les prestations peuvent être payées dans toutes les monnaies possibles.

La Caisse est un Fonds à prestations définies donc le montant perçu ne subit pas l'influence des fluctuations du marché financier.

En 2008, la Caisse a parfaitement absorbé les chocs financiers sans qu'il y ait eu d'impact négatif pour les bénéficiaires. La valeur de nos placements représentait l'équivalent de presque 40 milliards de dollars en décembre 2011.

Vingt-trois organisations des Nations Unies sont affiliées, ce qui représente 120.000 participants (soit un accroissement d'environ 50 % en 10 ans) et 65.000 bénéficiaires (soit un accroissement d'environ 30 % sur la même période).

Valeur de marché des actifs de la Caisse – paiements et contributions

Jusqu'en 2008, précise Mme. Chauveau-Bais, les prestations dépassaient légèrement les contributions ; Depuis, on peut noter une légère inversion, due entre autres à l'augmentation plus rapide du nombre de participants que celle des bénéficiaires et ceci malgré une augmentation de l'espérance de vie.

Raisons d'être de la Caisse :

- verser des prestations de retraite, et sociales ;
- protéger le pouvoir d'achat des retraités : soit par un système d'ajustement des pensions en dollars \$ basé sur l'indice du coût de la vie aux Etats Unis, et/ou par le système dit de « double filière » qui permet d'ajuster le paiement au coût de la vie du pays de résidence. Les bénéficiaires ont le choix d'option au moment du départ à la retraite.
- protéger la famille : pensions pour enfant / veuf(ve) / personne indirectement à charge / versement résiduel.

Il faut cependant préciser qu'en cas de mariage après la retraite, le/la conjoint(e) survivante ne percevra que la pension constituée par le bénéficiaire.

Projets de la Caisse :

- passage aux normes comptables IPSAS ;
- changement du système informatique pour un système intégré IPAS ; c'est un projet important qui ne sera opérationnel qu'en 2014 mais modifiera le quotidien des employés de la Caisse de manière significative ;
- résultats de l'évaluation actuarielle qui s'effectue tous les deux ans. En 2009, un léger déficit avait été relevé, d'où un gel des recommandations faite par le Groupe de travail ; un autre déficit pour 2011 impliquerait la prolongation du gel ;
- révision des termes de référence de nos représentants dans les organisations. Cela implique que l'on fasse le point avec les groupes de personnes représentant la Caisse au sein des différentes agences spécialisées ; ce travail devrait bientôt être terminé ;
- préparation du Comité mixte qui, cette année, se tiendra à l'UNESCO à Paris en juin 2012;
- changement de CEO début 2013. Le mandat de M. Cochemé étant arrivé à son terme, la procédure d'engagement est en bonne voie. Avant la nomination définitive du nouveau CEO, une recommandation sera présentée au Secrétaire général des Nations Unies.

Certificat d'ayant-droit en 2011 :

En ce domaine, le bureau de Genève a renforcé son rôle en offrant la possibilité de déposer ce certificat directement dans leurs locaux ou d'utiliser un fichier électronique mis à disposition.

Travailler une fois à la retraite :

Il est rappelé qu'il n'existe aucune restriction de la part de la Caisse des pensions. La limitation émane des ressources humaines de certaines organisations. Cependant le versement de la pension est temporairement gelé en cas d'engagement impliquant une reprise de contributions à la Caisse.

Si une personne retravaille après la retraite avec reprise des cotisations à la Caisse, le versement de sa pension d'origine est suspendu ; un nouveau numéro de pension lui est donc attribué. Ce n'est qu'après CINQ ans d'un tel fonctionnement que l'intéressé pourra prétendre à la nouvelle pension qui s'ajoutera à la précédente; en deçà de 5 ans, il pourra récupérer ses cotisations par un versement de départ.

M. Ferrari évoque l'article 40 du règlement de la Caisse tel qu'approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est le contenu de cet article qui prévaut dans le cas d'un retraité reprenant une activité professionnelle. Cette information est appuyée par M. A. Bacar Said.

NB : M. Bacar Said a par la suite clarifié par email qu'un retraité ayant repris la participation à la Caisse, peut après séparation AVANT les CINQ ans opter pour une pension additionnelle « add-on benefit ». Cette pension sera calculée séparément sous un nouveau numéro de retraite.

Besoin de conseils ou d'informations :

Mme Chauveau-Bais encourage les retraités à contacter la Caisse, soit en se rendant dans ses locaux sur rendez-vous (parking visiteurs disponible, ou par les bus F & 28), soit en téléphonant ou par courriel ; ces méthodes sont moins rapides pour obtenir une réponse.

Site-web :

Il y a plusieurs portails d'entrée, dont un spécifiquement adapté aux bénéficiaires munis de leur code d'accès. Outre les fascicules d'information ils y trouveront les informations concernant le montant trimestriel de leur pension.

M. Askew remercie chaleureusement Mme. Chauveau-Bais pour la qualité de sa présentation et appelle les participants à poser leurs questions.

A la question d'une participante qui, après consultation du site web, déplore n'avoir toujours pas été en mesure de trouver le montant qui lui était versé chaque mois. Il est rappelé qu'un relevé trimestriel est adressé par la poste à chaque retraité, que le montant de l'assurance maladie peut également fluctuer pendant le trimestre. Enfin, la personne est invitée à prendre directement contact avec l'un ou l'autre représentant de la Caisse.

A la question: le montant de pension définitif sera-t-il calculé sur 5 ou même 10 ans comme cela avait été proposé, il est répondu que le principe était accepté mais que son application dépendait de l'amélioration de la situation actuarielle.

M. Hanus revient sur la déduction imposée depuis 1994 sur le premier ajustement des pensions.

Il est répondu que la situation actuarielle était difficile mais que cette déduction est passée de 1.5% à 0.5% par paliers. La suppression de cette dernière déduction fait partie des buts de la FAAFI comme stipulé au point 38.2 du rapport.

A la question concernant les salaires des employés de la Caisse des Pensions il est répondu qu'ils sont versés par l'ONU dans le cadre du budget administratif de la Caisse. M. Ferrari ajoute que ceux-ci sont moins élevés que dans les Caisses de pensions privées.

Concernant la modification du calcul de la moyenne des taux de change de 36 à 120 mois, elle s'appliquerait uniquement aux nouveaux retraités.

A la question concernant la définition des participants il est répondu que ce sont ceux qui paient des contributions.

A ce propos, il est souligné que les schémas de carrière dans les Organisations internationales sont bien différents de ceux d'auparavant où souvent il s'agissait d'une longue carrière en un même lieu de travail. Aujourd'hui, on travaille / on s'arrête / on devient consultant / on travaille à temps partiel / on demande un congé sans solde etc., ce qui rend le travail plus complexe et génère davantage de précarité professionnelle chez les employés.

M. Tholle rappelle que dans l'augmentation enregistrée du nombre de participants à la CCPPNU une grande part est due à l'accroissement du personnel des activités de maintien de la paix, missions sur le terrain qui sont de plus en plus nombreuses. Ces personnels ont des conditions difficiles : emplois de courte durée, éloignement de la famille, entraînant des frais potentiels.

Un représentant de l'AOMS, demande que soit organisée une réunion commune avec les organisations sœurs pour débattre de toutes ces questions.

Devant la diversité des questions, M. Eggleston rappelle l'existence de la lettre annuelle (anglais/français) de l'Administrateur de la Caisse qui peut partiellement répondre à certaines des questions soulevées. Celle pour 2012 figure dans le Bulletin d'avril de l'AAFI-AFICS et est également disponible sur le site de la Caisse.

M. S. Mbele-Mbong, Vice-Président de l'AAFI-AFICS et chargé du secteur des Pensions, tient à souligner combien les liens et la collaboration avec la Caisse établis ces dernières années sont excellents et précieux. Il souhaite que tout soit mis en œuvre pour les maintenir ainsi.

M. V. Garcia fait la proposition d'un relevé annuel des prestations perçues sur le site web. Cette méthode n'est pour l'instant pas validée par les administrateurs, répond M. Bacar

Said. M. Ferrari rappelle que l'attestation fournie par la Caisse des pensions qui est envoyée lors de la déclaration d'impôts n'indique pas le montant que le bénéficiaire verse pour sa couverture assurance maladie ; celle-ci doit faire l'objet d'une attestation séparée fournie par la Caisse maladie aux fins d'une déduction d'impôts.

Mme. Chauveau-Bais tient à exprimer ses remerciements pour l'agréable coordination entre l'AAFI-AFICS et la Caisse; grâce à cela, les employés de la Caisse sont mieux tenus au courant sur les attentes ou les difficultés que peuvent rencontrer les bénéficiaires. Elle souhaite également la bienvenue au futur Président de l'Association.

M. Askew, remercie toutes les personnes ayant pris part aux débats et propose de passer au point suivant de l'ordre du jour.

4.3 Questions d'assurance maladie § 20-31

S'agissant d'assurance maladie après cessation de service (ASHI), M. Eggleston souligne que l'affaire est suivie de près par l'AAFI-AFICS, en étroite collaboration avec la FAAFI. Un rapport contenant des informations uniquement factuelles (voir para. 22 du Bulletin de mars 2012) est en cours d'élaboration; par un récent message de M. Monnier de New York, ce rapport serait présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies seulement en 2013.

M. Eggleston laisse entendre que, tout en gardant son côté brûlant, il y aurait autour de cette question un peu moins de tension que l'an dernier suite au départ de plusieurs personnes impliquées dans cette option, mais cependant, la vigilance reste de rigueur. Il précise que cette affaire ne concerne actuellement que les personnes ayant travaillé aux Nations Unies, et non celles ayant travaillé dans les autres organisations telles que BIT, l'OMS, UIT.

En tout état de cause, il est plus que souhaitable que les droits à une couverture médicale pour tous les retraités soient maintenus.

M. Eggleston confirme que si l'Assemblée générale des Nations Unies décidait de modifier le droit à une assurance à la retraite, les 'droits acquis' seraient sans doute maintenus. En revanche, on ne peut rien avancer en ce qui concerne d'éventuelles majorations des cotisations. Gardons toutefois à l'esprit que l'Assemblée générale des Nations Unies reste prépondérante lorsqu'il s'agit de la prise de décisions, en l'occurrence rétroactivité, majoration etc.

M. Eggleston n'a pas de réponse à la question de M. D. Ray concernant une possible augmentation des primes. Il se réfère à la résolution prise en 1958 qui soulignait la nécessité d'instaurer une sécurité sociale laissant libre chaque pays et lieu d'en définir moyens et mesures. Une augmentation des primes ne se ferait qu'après une étude actuarielle.

4.4 Fiscalité

L'imposition de la 'somme en capital' en France est actuellement le principal sujet de préoccupation. M. Ferrari, après des contacts avec un député de Hte. Savoie et avec le

Secrétaire de la Caisse des Pensions, rappelle que selon l'article 163 bis du Code des Impôts, le paiement d'une somme en capital ne serait pas imposable si les cotisations versées lors de la constitution des droits n'étaient pas déductibles du revenu imposable. Cette lecture reste à être confirmée par les autorités françaises et une confirmation écrite à ce sujet est attendue avant de faire circuler l'information. Une attestation de la CFPI montrant que le 'staff assessment (impôt à la source payé par le personnel des organisations internationales)' est perçu sur les cotisations aux fins de pension serait des plus utiles en la matière. L'importance de ce point, comme le souligne M. Askew, nécessite vigilance.

Klaus Netter indique qu'une déclaration d'impôts devrait être envoyée par tout ressortissant des Etats Unis retraité et résident en France, aux Etats-Unis selon un traité entre les Etats-Unis et la France. Diverses interprétations circulent sur ce traité particulièrement sur la notion de pension de source américaine contenue dans ce traité.

Selon M. Eggleston, si l'on vit en France, en tant que ressortissant américain, on a effectivement l'obligation d'envoyer une déclaration d'impôts aux Etats-Unis. Une situation semblable existe entre le Canada et les USA.

Pour ce qui concerne les autres nationalités M. Ferrari rappelle que nos pensions ne concernent pas les institutions d'un quelconque pays, mais qu'elles sont propres aux Nations Unies. M. Prémont confirme que c'est une question d'immunité à laquelle les Etats ont souscrit depuis 1946 et que selon le droit international les organisations des Nations Unies bénéficient de privilèges et d'immunités.

. Ce sujet reste à l'étude au sein de l'AAFI-AFICS afin d'apporter une réponse juridique.

4.5 La FAAFI

M. Eggleston présente M. Andrès Castellanos, actuel Président de la FAAFI, et Mme. Katia Chestopalov, Vice-Présidente chargée des relations extérieures.

Là aussi il y a matière à vigilance, ajoute-t-il, en évoquant les dix sujets prioritaires (voir para. 38 du Bulletin de mars 2012) que les membres du Conseil de la Fédération ont adopté et défendu lors de la session du Comité mixte de la Caisse des Pensions en juillet 2011.

M. Castellanos remercie vivement l'AAFI-AFICS, plus particulièrement M. Eggleston pour son soutien permanent au sein de la FAAFI, et se réjouit que sa succession soit assurée par M. Ferrari.

La FAAFI compte à ce jour près 50 associations membres; avoir tenu sa session du Conseil en son siège à Genève en juillet l'an dernier était important, car c'est là qu'il faut concentrer les futures actions.

L'augmentation du nombre des affiliations, qui a passé de 30 à 50 soit environ 18.000 personnes, est une croissance à entretenir. Merci donc et félicitations à tous ceux qui déploient leurs efforts pour convaincre de la nécessité de s'affilier.

Cette année, la situation actuarielle accuse un déficit de près de 1 % ; un rapport sera présenté à la prochaine Assemblée générale des Nations Unies. Ce déficit peut s'expliquer par le 'jeu du bâton et de la carotte' utilisé lors des menaces de privatisation.

Un point toujours délicat est celui de l'importante réduction du pouvoir d'achat des retraités frappés par des frais bancaires qu'imposent de nombreux pays (souvent hors d'Europe). La Caisse des Pensions n'a pas été en mesure de résoudre ce problème. Nos interventions se poursuivent, d'autant que cette réduction atteint parfois la moitié de la pension perçue ce qui a, pour les petites retraites, de fâcheuses répercussions.

La double filière doit être défendue et une révision de la méthodologie encouragée (prise de mesures spéciales par exemple pour l'ajustement des pensions).

A propos de frais bancaires, le PNUD a récemment annoncé qu'il pratiquerait 1% de retenue sur la pension des retraités s'il devait servir d'intermédiaire. Nos propres collègues suivraient donc l'exemple des banques ?

En conclusion, M. Castellanos annonce qu'il termine cette année son travail au sein de la FAAFI et exprime le plaisir et l'honneur qu'il a eu de collaborer avec tous.

M. Askew le remercie chaleureusement pour le travail accompli pendant les nombreuses années qu'il a consacrées à la FAAFI.

Jean Hanus se dit préoccupé par au moins trois des objectifs qui figurent au para. 38 qui sont, à son avis, contraires aux intérêts de la Caisse et par conséquent à ceux des retraités :

- retour possible à la filière dollar,
- éliminer les ajustements négatifs du coût de la vie
- absorption des frais bancaires

M. Ferrari assure que chaque point évoqué sera débattu à la prochaine session de la FAFICS mais que ce débat sera sans doute influencé par les résultats de l'étude actuarielle attendue en juin. La suggestion de 'relever l'âge normal de la retraite à 65 ans' semblerait un point prioritaire car l'espérance de vie augmente d'un trimestre/an et depuis 1990 (passage à 62 ans) cette augmentation est de quelques 5 ans. Ce changement améliorerait de quasi 1% la situation actuarielle. M. Castellanos précise que les dix points prioritaires concernant les pensions avaient été adoptés à l'unanimité par le Conseil de la FAAFI.

4.6 Relations avec la communauté locale

Mme. K. Chestopalov précise qu'elle a participé à tous les organes de la Fédération, y compris au Comité mixte, et qu'elle s'est occupée des communications locales à Genève et en France voisine. Les contacts maintenus avec les différentes plateformes sont toujours en augmentation, et elle en profite pour remercier de sa présence le représentant de la 'Cité-seniors' de la ville de Genève, M. Stéphane Birchmeier.

Ces tâches recouvrent différents aspects: sociaux, personnes âgées, services médicaux, développement des politiques sociales envers les personnes âgées (mobilité – niveau de vie etc.).

Elle exprime de chaleureuses félicitations pour tout ce qui est mis en œuvre en ces domaines à Genève et dans le Canton, et souligne que cela semble être plus facile en Suisse qu'en France, ce qui ne l'a pas empêchée de nouer d'excellentes relations avec l'administration à Gex et également en Hte. Savoie, au point de pouvoir établir une base de données. Des informations précises et quantitatives seront publiées dans le Bulletin du prochain trimestre.

M. S. Birchmeier, Représentant social de la ville de Genève, se félicite des liens qui se sont tissés avec l'AAFI-AFICS et souligne combien ils sont importants pour eux, car ils ont permis de se rapprocher du monde international que représentent les membres de l'Association. De plus, beaucoup d'internationaux restent à Genève après avoir pris leur retraite, d'où le souhait de renforcer les liens.

M. Askew le remercie vivement en précisant : « vous avez pu vous rendre compte maintenant que nous sommes des humains comme les autres ! ». Il ajoute que c'est un plaisir d'avoir des liens avec les personnes résidant dans le Grand Genève.

4.7 Séminaire d'information 2012

M. Eggleston annonce que l'après-midi du 25 septembre prochain, se tiendra un Séminaire 'Vieillir chez soi' dans les locaux du BIT. Une communication plus complète à cet effet sera adressée ultérieurement.

4.8 Journée internationale des Nations Unies sur les personnes âgées

M. Eggleston précise qu'il est important de maintenir et préserver du mieux possible les droits des personnes âgées. Cette journée s'est tenue en octobre 2011; elle a été suivie par un groupe de discussion en janvier 2012 dont le rapport est désormais disponible et sera publié dans le prochain Bulletin de l'AAFI-AFICS.

4.9 Vaccinations contre la grippe

Pour l'AAFI-AFICS, souligne M. Eggleston, ce fut en effet l'occasion d'organiser un sympathique accueil café-biscuits à l'égard des retraités se rendant au Palais pour cette vaccination. Nous espérons que le BIT, à l'instar de l'OMS et de l'ONUG, emboîtera le pas.

4.10 Assistante sociale

Ainsi qu'évoqué précédemment, informe M. Eggleston, nous avons maintenant une nouvelle assistante sociale en la personne de Mme. N. Yersin; elle est secondée par Mme. F. Henry pour l'aide aux demandes de remboursement pour l'assurance maladie UNSMIS.

4.11 Le 'Shakespeare group'

M. Eggleston adresse un petit clin d'œil pour ce groupe très fidèle et qui maintenant se réunit une fois par mois à Morges, lieu de résidence de sa 'muse', M. Aamir Ali.

4.12 Remerciements

Après avoir adressé des remerciements à tous ceux qui prennent part à des activités, en particulier sociales et culturelles, M. Eggleston souhaite ne pas oublier de féliciter Mme. Jane Brooks, chef éditeur du Bulletin, et ses collaborateurs Mme. E. Belchamber, et M. D. Helland pour la saisie informatique.

M. Askew remercie M. Eggleston pour ses bons et loyaux services au sein de l'AAFI-AFICS ;

M. Bacaly s'adresse à M. Askew pour lui signifier combien il avait été un si agréable bavard et pour sa maîtrise dans la conduite des débats.

5. **Comptes 2011 et questions s'y rapportant**

Sous cette rubrique sont d'abord présentés les comptes. M. V. Narasimhan, Trésorier de l'Association prend la parole en remerciant en premier lieu les deux vérificateurs, MM. V. Garcia Garnatéo et M. Rharha, qui ont su apporter quelques changements pour améliorer la présentation. Il est ensuite procédé à la lecture de ces comptes qui sont reproduits ailleurs dans ce numéro du Bulletin.

Le Trésorier souhaite préciser deux choses :

- L'assurance Responsabilité Civile prise sur décision afin d'assurer tout visiteur se rendant dans les locaux de l'AAFI-AFICS ;
- une légère amélioration des dépôts à la MEC.

Les vérificateurs soulignent la bonne tenue des comptes, bien documentés de surcroît, et remercient le comptable qui a effectué un si bon travail.

Se référant à la rubrique 'recettes et dépenses', une personne demande pourquoi le montant des fournitures de bureau a quasiment doublé par rapport à celui de l'an dernier.

Le Trésorier précise que ceci est sans doute dû à la dépense en photocopies occasionnée par la réunion de la FAAFI l'an dernier. Il fait observer que le budget 2012 alloué à ce poste est bien inférieur.

Un participant demande si, à l'exception de la MEC (où sont déposés les fonds de l'AAFI-AFICS), d'autres instances d'investissements ont été consultées.

Le Trésorier répond que puisque la MEC n'était pas imposée, l'Association n'a pas estimé devoir se tourner vers d'autres instances qui ne donnent de toute façon pas des intérêts supérieurs sur les sommes entreposées.

M. Askew appuie cette réponse en précisant que le budget tel qu'établi convenait et que de plus il était très transparent.

6. Nomination de deux vérificateurs aux comptes pour 2012

Le Trésorier informe que les deux vérificateurs, Messieurs Garcia Garnatéo et Rharha, sont d'accord de poursuivre leurs fonctions et demande l'approbation de l'assemblée; aucune observation n'étant formulée, les deux personnes sont reconduites dans leurs fonctions pour un an.

7. Divers

Cette réunion a été bien menée grâce à l'aide apportée par les interprètes; au nom de tous, M. Askew les remercie vivement et avant de clore la séance demande si d'autres questions préoccupent encore les personnes présentes.

M. A. Tholle, souhaite exprimer à M. Eggleston un sincère espoir de le voir à nouveau parmi nous. Il viendra répond M. Askew.

La séance est levée à 12 h.30



FISCALITE DES PENSIONS EN FRANCE

A l'intention des anciens fonctionnaires internationaux résidents en France et percevant une partie de leur pension de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies en une somme en capital en 2011.

Depuis la publication de la loi française de finance incluant sous son article 163bis du Code Général des Impôts une disposition visant à taxer les prestations de retraite versées sous la forme de capital, l'AAFI-AFICS a entretenu une très étroite concertation avec le Secrétaire/CEO de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, afin d'obtenir un avis officiel et autorisé à statuer formellement sur cette question.

Nous avons le plaisir de vous communiquer ci-dessous le résultat de cette recherche reflétée par la lettre des Nations Unies New York en date du 8 mai 2012 adressée à l'Ambassadeur de la France auprès des Nations Unies, indiquant que la Somme en Capital de la Caisse des pensions ne doit pas être taxée en vertu de la Convention de 1947 entre les Nations Unies et les pays membres, dont la France, et du jugement N°237 du Tribunal Administratif.

La version officielle est l'anglais.

Amicalement à tous, Gilbert Ferrari, Président AAFI-AFICS

United Nations Nations Unies

Headquarters - Siège New York, NY 10017

le 8 mai 2012

Monsieur le Représentant permanent,

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la récente loi de finances promulguée par le Gouvernement français, connue sous le nom de *Quatrième Loi de finances rectificative 2010*, qui prévoit, pour les résidents en France, l'imposition des sommes en capital reçues au titre de leur pension. A ce propos, je me dois de vous informer que, pour ce qui est de l'application de cette loi aux ayants droit de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies résidant en France, une telle imposition serait contraire à la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies (la « Convention ») que la France a ratifiée sans réserves en 1947.

En effet, en vertu de l'Article V, Section 18 de la Convention, « les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies... b) seront exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies ». Selon le Jugement N° 237 du Tribunal administratif des Nations Unies, *Powell* (1979), les versements en capital effectués par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, à titre soit de versement de départ, soit de conversion partielle d'une retraite, sont considérés comme des « paiements de fin de service » d'un fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies. Aux termes de la Charte des Nations Unies et du Statut du Tribunal administratif des Nations Unies promulgués par l'Assemblée générale, le jugement précité a force obligatoire pour l'Organisation. Par conséquent, lesdits versements en capital sont exemptés d'imposition en vertu de la Convention.

Au vu de ce qui précède, l'Organisation des Nations Unies prie respectueusement le Gouvernement français de confirmer qu'il n'imposera pas les montants en capital versés par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies aux anciens fonctionnaires des Nations Unies résidant en France.

Veillez agréer, Monsieur le Représentant permanent, les assurances de ma très haute considération.

Le Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques

(signé) Stephen Mathias

Son Excellence
Monsieur Gérard Araud,
Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies
New York

SECURITE SOCIALE ET CSG

En réponse à de nombreuses questions concernant la sécurité sociale française, les extraits ci-dessous de l'annexe au programme d'estimation des impôts sur les revenus 2011 apportent une clarification sur l'assiette de la CSG et la CRDS pour les contribuables domiciliés en France ayants des revenus de remplacement de source étrangère et étant à la charge du régime français d'assurance maladie.

Ce document n'a qu'une valeur indicative. Il ne se substitue pas à la documentation officielle de l'administration.

N° 50148 # 16

N° 2041 GG

DOCUMENT POUR REMPLIR LA DÉCLARATION DES REVENUS DE 2011 REVENUS D'ACTIVITÉ ET DE REMPLACEMENT DE SOURCE ÉTRANGÈRE IMPOSABLES À LA CRDS ET À LA CSG.

REVENUS DE SOURCE ÉTRANGÈRE SOUMIS EN FRANCE À LA CONTRIBUTION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE (CRDS) ET À LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG)

Depuis le 1er janvier 2012, l'article 18 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) de 2012 transfère le recouvrement de la CSG sur les revenus d'activité et de remplacement de source étrangère à la DGFIP qui était déjà chargée du recouvrement de la CRDS sur ces mêmes revenus.

Désormais la CSG et la CRDS portant sur ces revenus perçus à compter de l'année 2011 sont calculées en appliquant les règles d'assiette et de taux prévues par la législation sociale. Elles sont cependant recouvrées par voie de rôle, comme la CSG sur les revenus du patrimoine, sauf si l'employeur les a précomptées sur les salaires qu'il a versés.

Les revenus d'activité s'entendent des traitements salaires et revenus assimilés, des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC) ou des bénéfices agricoles (BA).

Les revenus de remplacement sont constitués par les allocations de chômage, les indemnités journalières de maladie, de maternité ou d'accident du travail et les pensions de retraite ou d'invalidité.

Le champ d'application

Les revenus d'activité et de remplacement de source étrangère sont assujettis à la CSG et à la CRDS, lorsque le contribuable est domicilié en France au sens de l'article 4B du code général des impôts (CGI), et qu'il est à la charge, à quelque titre que ce soit, d'un régime obligatoire français d'assurance maladie.

La CSG et la CRDS sont alors dues, sous réserve qu'une convention fiscale n'exclue pas l'imposition en France des revenus et pour les salaires, qu'elles n'aient pas fait l'objet d'un précompte par l'employeur.

Les exonérations

Les exonérations de CSG (et par là-même de CRDS) prévues par la législation sociale en fonction de la nature du revenu et de la situation du contribuable sont applicables dans les conditions de droit commun.

En particulier, en application du 1° et 2° du III de l'article L.136-2 du CSS, sont exonérées les pensions de retraite ou d'invalidité ainsi que les allocations de chômage perçues par les personnes, dont le montant des revenus de l'avant dernière année (revenus 2009 pour 2011) tel que défini au IV de l'article 1417 du CGI n'excède pas les seuils déterminés en application des I et III du même article (cf. tableau 2 infra).

Les taux applicables

Les pensions de retraite ou d'invalidité sont imposables en principe au taux de 6,6 %. Si les conditions indiquées ci-dessus pour bénéficier de l'exonération ne sont pas remplies, elles peuvent bénéficier d'un taux réduit égal à 3,8 % si la cotisation d'impôt sur le revenu de l'année précédente (payée en 2010 sur les revenus 2009 pour le taux applicable sur revenus perçus en 2011) est inférieure au montant indiqué au 1 bis de l'article 1657 du CGI, soit 61 €.

Les bases imposables

Les bases imposables des différents types de revenus sont déterminées comme en matière sociale à savoir selon les dispositions prévues aux articles L.136-2, L.136-3 et L.136-4 du CSS.

Pour les pensions de retraites et d'invalidité, les indemnités journalières de maladie, de maternité, d'accident du travail et les pensions de retraite ou d'invalidité la base imposable est le montant brut des pensions ou indemnités perçues sans abattement.

Modalités déclaratives

Les contribuables doivent reporter la ou les base(s) imposables à la CSG sur la déclaration complémentaire n°2042 C en fonction du ou des taux applicables. Si le contribuable peut bénéficier d'une exonération totale aucune somme ne doit être déclarée.

Les cases à servir sont :

8TQ pour le taux à 7,5 %,

8TV pour le taux à 6,6 %,

8TW pour le taux à 6,2 %,

8TX pour le taux à 3,8%.

Les montants imposables à la CSG doivent être déclarés case 8TL pour être soumis à la CRDS.

Ces revenus sont déclarés par ailleurs au cadre VIII de la déclaration n°2047.

[La version française de l'article de Samuel Mbele-Mbong sur l'étude actuarielle de la CCPPNU (voir dessous, p. 48) paraîtra dans un prochain numéro du *Bulletin*.]



SENIORS D'ICI ET D'AILLEURS: DANS LES COULISSES DE L'ONU



C'est grâce à la générosité de l'AAFI-AFICS (Association des Anciens Fonctionnaires Internationaux) que les « Seniors d'ici et d'ailleurs » (SIA) ont pu visiter l'ONU le 8 mars dernier. Le comité nous a offert les billets d'entrée afin que les participants aient l'occasion de visiter le lieu le plus prestigieux de la Genève internationale.

L'ONU est un lieu mythique où l'on n'entre pas sans montrer patte blanche, c'est-à-dire en se soumettant à des contrôles de sécurité aussi stricts que ceux d'un aéroport. Trois passages successifs pour votre humble servante.

L'effort pour pénétrer dans ce havre de paix en vaut la peine, l'intérieur du bâtiment se révèle grandiose. Tout est gigantesque : la hauteur des plafonds, la longueur des couloirs, la taille des salles de conférence qui peuvent accueillir des milliers de personnes. On se perd à contempler les œuvres d'art offertes par des états membres, on se perd à imaginer l'ampleur du projet onusien, et l'on se perd tout court si l'on oublie de suivre le groupe qui galope à travers l'édifice.

Tel le phénix qui renaît de ses cendres, l'ONU a succédé à la défunte société des Nations en 1945. Son emblème a été choisi avec soin. La représentation de la carte du monde a été élaborée depuis le pôle Nord (lieu neutre par définition) afin de ne léser aucun pays. En dessous figurent des palmes qui symbolisent la paix entre les peuples du monde.

L'action de l'ONU se fonde sur 3 piliers : la paix, les droits de l'homme (et femme aussi ?) ainsi que le développement. Année après année, les pays élaborent des résolutions afin d'apporter des solutions aux crises mondiales qui se présentent. Dans cette institution, chacun des 193 états membres a le droit de parole... dûment limité à 4 minutes par délégation durant les conférences afin de limiter les bavardages intempestifs !

Au niveau financier le budget de l'ONU s'élève à 1 milliard de dollars par an. C'est très peu si l'on songe que la ville de Paris dépense le double pour le recyclage de ses déchets ! Les moyens manquent dès lors qu'il s'agit de construire la paix.

Contrairement aux idées reçues, le siège de l'ONU à Genève n'est pas beaucoup plus petit que celui de New York : 8,000 fonctionnaires d'un côté contre 10,000 de l'autre.

Les SIA ont adoré la visite C'était symbolique pour eux de pouvoir découvrir ce lieu dédié à la paix, eux qui proviennent souvent de pays en guerre. Ils ont posé fièrement devant les emblèmes de l'ONU. Et dire que chaque jour des milliers d'hommes et de femmes se démènent pour prouver qu'un autre monde est possible....

Nicole RENAUD ZURBRIGGEN

Extrait du Bulletin d'information de la Croix-Rouge genevoise, No.64, mars 2012.



DE L'AMICALE À L'ASSOCIATION II

(Ces anecdotes de la vie quotidienne des "internationaux" pendant la 2ème Guerre mondiale ont été tirées des numéros du 'Bulletin' de l'Amicale des anciens fonctionnaires du BIT (ancêtre de l'AAFI-AFICS) publiés en 1942 et 1943.)

Fin 1942, une crise économique accompagna le début de l'hiver. Les Genevois, connus pour leur propension à ronchonner, commencèrent à regretter le départ forcé du personnel de la Société des Nations et du BIT. Ceux qui avaient déploré le bruit et l'agitation, l'afflux d'étrangers qui changeait le caractère de la ville et qui regrettaient le calme et la tranquillité des temps anciens, commençaient à réaliser que de nombreux hôtels fermaient leurs portes, que des appartements restaient vides et que les délégations n'arrivaient plus à la gare. La SdN avait non seulement apporté la prospérité à Genève, mais lui avait aussi donné un statut moral et intellectuel

L'Amicale devait aussi faire face à des problèmes financiers. Aussi un don de 50 Fr reçu en novembre 1942 par le Club de Football du samedi fut-il le bienvenu tandis que les membres qui n'avaient pas payé leur cotisation se voyaient rappeler leurs obligations. Une action de propagande permit de recruter quatre nouveaux membres mais le Tennis Club était tout juste en mesure de payer les intérêts de ses emprunts. La seule entreprise prospère de Genève était le tramway, véritable mine d'or en ces temps difficiles.

Début 1943, bien que la France fût alors totalement occupée, les communications devinrent à nouveau possibles au grand soulagement de tous. Un grand nombre d'exemplaires du Bulletin qui n'avaient pas, jusqu'alors, voyagé au-delà de la frontière purent à nouveau être expédiés aux amis dans le monde.

Des membres de l'Amicale qui avaient trouvé un travail à Berne dans diverses administrations et entreprises avaient créé un 'Club des Survivants' pour donner des nouvelles de la bourdonnante capitale à une Genève où bien peu de choses se passaient. Plus facile à dire qu'à faire : Berne était devenue une ville surpeuplée et s'y loger était un gros problème. Les internationaux de Berne non seulement travaillaient dans toutes sortes de bureaux, mais vivaient également dispersés, là où ils avaient pu trouver un logement non loin d'un tramway. Les anciens fonctionnaires internationaux avaient reçu un choc en apprenant que, par décision des autorités fédérales la journée de travail d'été commencerait, comme à l'accoutumée, à 7h30 du matin à partir du 1^{er} avril. De nombreux bureaux avaient leur siège dans les petites villes avoisinantes également surpeuplées de sorte qu'il fallait prévoir jusqu'à deux heures de transport chaque jour. Les seules voitures qui circulaient encore arboraient des plaques CD, les diplomates étant les seuls à pouvoir encore mettre de l'essence dans leurs réservoirs, encore que nombre d'entre eux avaient troqué leurs luxueuses limousines pour de plus modestes caisses sur roues. Toutefois les Bernois avaient de la chance car ils pouvaient continuer à skier au Gürten, alors que le Salève n'était plus à la portée des Genevois.

Après de longs mois sans nouvelles, le Correspondant de Shanghai put informer Montréal, siège temporaire du BIT, qu'il avait établi un bureau à Chong-King. Les difficultés étaient énormes. Les bombardements incessants entravaient tout travail normal et la guerre avait

entraîné une augmentation massive du coût de la vie. Un pardessus léger en tissu chinois en était arrivé à coûter près de 945 Fr.

En mars 1943, le Bulletin annonça que dix membres avaient été rayés des registres après avoir reçu deux rappels de cotisations non payées. Mais il y avait aussi de bonnes nouvelles. Après de longues négociations un régime supplémentaire d'assurance maladie avait été créé, couvrant 85% des dépenses médicales et pharmaceutiques, moyennant une prime supplémentaire de 3,50 Fr par mois.

Le courrier provenant des autres régions du monde mettait de plus en plus longtemps à arriver, aussi guettait-on la moindre missive avec impatience. Pendant les mois d'été les Clubs de tennis et de natation furent ré-ouverts et les membres de l'Amicale purent obtenir un tarif d'entrée spécial pour se rendre à Genève-Plage. Des sorties au Jardin Botanique et au Bois de la Bâtie furent organisées.

Après de longs débats, les autorités cantonales genevoises finirent par publier des instructions sur la fiscalité, un problème demeuré en suspens pendant des mois. Les fonctionnaires internationaux qui n'avaient pas trouvé de travail salarié et avaient accepté de quitter le pays dès la fin des hostilités ne seraient assujettis qu'à un impôt global alors que les ressortissants suisses seraient imposés normalement. Toutefois les autorités fédérales laissaient en suspens la question de la fiscalité des prestations versées par la Caisse des pensions.

Il n'y avait malheureusement pas eu de collaboration avec la Société des Nations, mais des lettres postées à Montréal début juin, arrivèrent le 9 août, informant que l'hiver avait été extrêmement rude - la température s'effondrant parfois à -40°C - mais était resté supportable grâce à un excellent chauffage et à une abondance de nourriture, en contraste singulier avec l'hiver qui venait de s'écouler en Suisse.

L'Assemblée générale annuelle de l'Amicale se déroula en septembre 1943 au Restaurant de la Mère-Royaume. L'Amicale comptait 223 membres dont les cotisations s'étaient montées à 1.466 Fr auxquels il convenait d'ajouter des dons pour un montant de 88 Fr et des recettes publicitaires de 348 Fr pour le Bulletin. Une quarantaine de membres s'étaient déplacés jusqu'à la Mère-Royaume pour y entendre le rapport du Comité et discuter de questions telles que les relations avec le groupe nouvellement créé en Grande-Bretagne ; relations dont une résolution formulait l'espoir qu'elles seraient étroites, tout comme devraient l'être celles qu'aurait l'Amicale avec les nombreux collègues qui avaient dû rentrer dans leurs pays respectifs. La Caisse des pensions, les cotisations et l'assurance-maladie figuraient également à l'ordre du jour.

Le Bulletin de septembre-octobre 1943 publia un article sur l'Ecole d'Interprètes de l'Université de Genève, ouverte au printemps 1941, détaillant les qualifications et aptitudes pour devenir un bon interprète : notamment rapidité de compréhension, bonne élocution, intuition, imagination et qualités morales. Ces principaux critères sont-ils toujours en vigueur?

L'année 1943 tirait à sa fin : la vie et la sécurité des anciens collègues devenaient un sujet de préoccupation majeur. Les journaux n'étaient guère optimistes et il était quasiment

impossible d'établir des contacts directs. Néanmoins le Comité décida de créer un groupe de travail pour étudier la réintégration des personnels dont la carrière avait été interrompue par la guerre. Le Comité décida également d'organiser fin janvier un thé à l'Hôtel d'Angleterre pour les membres et leurs familles. Le prix en fut fixé à 2,00 Fr par personne, service compris.

Elisabeth M. BELCHAMBER



LES FINANCES DE L'AAFI : HISTORIQUE

C'est le 19 juillet 1940 que les anciens d'alors du BIT ont adopté les statuts de l'*Amicale des anciens fonctionnaires du BIT*. Ce fut le début de l'AAFI/AFICS. Le Syndicat du BIT a accordé une subvention de 500 CHF comme fonds de départ; la cotisation a été fixée à 8 CHF par an, payable en deux versements. Plus tard, tout naturellement, l'évolution s'est faite vers une association ouverte à tous les anciens fonctionnaires internationaux du système des N.U., plus de 30 agences spécialisées et programmes semi-autonomes.

En 1943, afin de couvrir le coût de la publication de notre *Bulletin*, on a institué les donations : les membres versaient 2 CHF, ou plus.

L'Assemblée Générale de 1945 a révisé les statuts. Le nom a été changé en Amicale du Bureau International du Travail. En 1947, des règles et procédures relatives à l'AVS couvrant les fonctionnaires internationaux furent promulguées. Une révision des statuts en 1950 conduisit à présenter les comptes sur une base annuelle.

En 1953, un Fonds d'assistance séparé a été créé et les adhérents ont commencé à contribuer à ce Fonds. A la suggestion de la Fédération des Associations de Fonctionnaires Internationaux (la FICSA), l'Amicale s'est mutée en Association des Anciens Fonctionnaires Internationaux (AAFI-AFICS), ouvrant ses portes au monde entier. En 1956 l'Assemblée Générale a porté la cotisation annuelle à 10 CHF et la cotisation à vie à 100 CHF. En 1961 l'AAFI est devenue membre associé de la FICSA. En 1969 une organisation sœur a été formée à New York, bientôt suivie par la création d'associations distinctes d'anciens fonctionnaires de la FAO et de l'UNESCO. Au début des années 70, devant des signes de fissures du système monétaire mondial basé sur le dollar, des problèmes de coordination apparurent et les quatre organisations ont créé une fédération, la FAFICS. La cotisation annuelle, en 1970, a été portée à 15 CHF, et la cotisation à vie, par voie de conséquence, à 150 CHF. En 1975 nouvelle augmentation, respectivement à 20 CHF et 200 CHF. En 1978, les statuts furent révisés afin d'inclure les membres d'autres associations en tant que membres associés payant la moitié du montant des cotisations, mais étant dépourvus du droit de vote. En 1979, il fut décidé que le comité serait constitué de 18 membres dont un tiers renouvelable chaque année.

Le Comité a de nouveau révisé le montant des cotisations en 1985 : à 30 CHF et 300 CHF. La même année le comité a créé un Fonds de Défense Juridique afin de fournir conseil et soutien juridiques aux retraités qui faisaient appel contre l'application de décisions prises par l'Assemblée Générale de l'ONU. Le Conseil de Coordination du Personnel de l'ONU basé à Genève a généreusement fait une contribution de 10.000 CHF (des bénéficiaires de SAFI) à l'AAFI/AFICS pour démarrer l'affaire ; une souscription a été lancée par l'AAFI/AFICS : 215 donateurs ont permis de réunir 23.791CHF. En 1988, l'Assemblée Générale a décidé que tous les dons devaient être portés au crédit de ce Fonds de Défense Juridique dont le nom s'est changé en 1990 en celui de Fonds de Solidarité. Il a aussi été décidé de rendre plus favorable le passage de membre « annuel » en membre « à vie ». ; deux tiers des cotisations déjà versées seraient déduits de la somme requise de 300 CHF. Une autre décision majeure fut de donner place aux représentants d'autres associations sœurs de Genève. L'AAFI/AFICS a négocié avec succès au sein de la FAFICS pour rassembler ses 170 membres en 1998. L'année suivante, les retraités du CIC ont rejoint l'AAFI/AFICS sur la base d'une double adhésion les autorisant à garder un tiers de leur contribution.

M. Hilmar Galter (vérificateur aux comptes à l'UNOG) a passé en revue les pratiques financières et comptables de l'Association; il a mis sur pied la procédure de l'étalement des cotisations à vie. La réserve ainsi bloquée doit être simplement considérée comme un passif apparaissant dans les comptes pour représenter la balance comptable nécessaire en vue des dépenses de l'Association pour les 25 années à venir. Depuis le 1^{er} juillet 2003 le Comité a accordé une réduction de 100 CHF à tout nouveau membre à vie déjà membre à vie d'une association/section sœur à Genève.

Depuis avril 2006 le Comité a approuvé le montant annuel de l'adhésion à 35 CHF et le montant à vie à 350 CHF. Actuellement, les montants des cotisations sont respectivement de 40 CHF et 400 CHF.

Venkataraman NARASIMHAN



<p style="text-align: center;">SOCIÉTÉ DES ÉCRIVAINS DES NATIONS UNIES: POÉSIE AU BORD DU LAC</p>
--

Le samedi 10 mars 2012, à partir de onze heures jusqu'à l'heure de midi largement dépassée, la Société des Ecrivains des Nations Unies et son journal littéraire *Ex Tempore* co-parrainaient un événement aux « Bains » des Paquis: la lecture de poésies 'lacustres' écrites par Alphonse de Lamartine, Rainer Maria Rilke et Hermann Hesse, ainsi que des traductions réalisées en anglais et en russe.

Sous un ciel d'un bleu parfait, baignés d'une brise embaumée, face au Jet d'Eau glorieux s'élevant majestueusement au-dessus de la rade, nous écoutâmes, tétanisés, Antony déclamer son poème « Je parle le langage du feu ... j'écoute les voix de l'eau ». Antony, poète et artiste genevois, vieil ami de la Société des Ecrivains des Nations Unies et membre de « Earth Focus », une ONG qui promeut le développement durable et le respect de notre environnement, y compris celui de la faune et de la flore, animait le groupe des jeunes - et des moins jeunes - enthousiastes du Lac Léman et du Rhône. Il y a deux ans, Antony qui écrit fréquemment pour *Ex Tempore* (vol. 22, « A quoi servent les contes, les légendes, les mythes et la poésie ») avait déjà initié un rituel poétique baptisé 'flux', visant à rétablir notre relation avec les fondamentaux, avec les sources de vie, avec les éléments comme le feu et l'eau. Antony a interprété ce rituel dans les salons d'*Ex Tempore* et, à plusieurs reprises, sur le Rhône et les rivages du Lac Léman.

C'est un moment magique vous diront tous ceux qui y ont participé. Chaque fois, il nous donne plus qu'un frisson, une agréable sensation, un picotement de la moelle épinière évocateur de maintes expériences déjà vécues. Le « flux » a pour ambition de nous arracher à nos routines, nos habitudes, nos sentiments engourdis et à la misanthropie. La nature est une source sans fin d'inspiration : nous devons nous réjouir et non nous lamenter sur nos maux réels ou imaginaires. *Gaudeamus igitur.*

Nous pouvons trouver du plaisir à simplement respirer l'air frais du lac, observer les mouettes voler au-dessus de nos têtes, les canards glisser sur les vagues apaisées, les cygnes se poser bruyamment sur l'eau. Le lac est un symbole de continuité, admiré par les hommes depuis des milliers d'années – Helvètes, Romains, réformateurs, réfugiés, hommes d'Etat. Jules César, Jean Calvin, Lénine sont tous venus ici et tous ont pu voir, d'une façon ou d'une autre, le lac et les eaux tumultueuses du Rhône. Héraclite savait que tout change et évolue : « aucun homme, disait-il, ne plonge deux fois son pied dans la même rivière » et pourtant il n'y a, incontestablement, aucune discontinuité. Si vous ramassez un caillou dans le lac, pensez qu'un jeune garçon peut l'avoir eu dans sa main un jour d'été il y a cinquante ou cent ans. Et si vous plongez pour vous immerger dans les flots, songez à tous ceux qui l'ont fait avant vous et à tous ceux qui le feront après vous. Si vous êtes numismate et que vous tenez dans le creux de votre main une pièce de monnaie de l'époque romaine ou du temps de Calvin, pensez qu'elle a sans doute servi à payer un verre de vin, tout comme nous le ferions de nos jours. Il existe une véritable universalité spirituelle qui unit les hommes et les femmes de toutes les régions du monde. Nous avons tellement plus de points communs pour nous rapprocher les uns des autres que de différences pour nous séparer.

Les ondes ont inspiré d'innombrables poètes, dont Lamartine qui a écrit son admirable ode au Lac du Bourget :

“Ainsi, toujours poussés vers de nouveaux rivages,
Dans la nuit éternelle emportés sans retour,
Ne pourrons-nous jamais sur l'océan des âges
Jeter l'ancre un seul jour ?”

Il nous faut nous arrêter un moment, ouvrir tout grands nos yeux et profiter d'une flânerie sur le quai Wilson, nous engager dans les allées de platanes, tourner autour des sapins et des tilleuls, jouir de la découverte de mille fleurs différentes au Jardin Botanique, nous émerveiller devant le miracle du passage d'un papillon au printemps, lever les yeux vers l'horizon sur la splendeur du Mont-Blanc et des Aravis ou sur la pure beauté d'un coucher de soleil sur le lac.

Les lecteurs du Bulletin sont cordialement invités à écrire sur ces thèmes et à envoyer leurs récits, nouvelles et poèmes à David Winch, président de la Société des Ecrivains des Nations Unies (dwinch@unog.ch) ou à Carla Edelenbos, vice-présidente (cedelenbos@ohchr.ch). Nous souhaitons accueillir de nouveaux auteurs venant de l'Office des Nations Unies à Genève ainsi que du BIT, de l'OMS, de l'OMPI, de l'UIT, de l'OMC et d'autres organisations encore. Il y existe tellement de talents que l'on ne doit pas affecter seulement à la rédaction de rapports et de résolutions.

A propos, Antony a l'intention de renouveler régulièrement l'organisation de ces événements et la Société des Ecrivains ne manquera pas d'en informer ses membres. Il est suggéré que les personnes intéressées contactent directement Antony à son adresse courriel: antony.hequet@orange.fr

Alfred DE ZAYAS
Retraité du Haut-Commissariat
des NU aux droits de l'homme
www.alfreddezayas.com



NOUVELLES DES ORGANISATIONS

ONUG

La Suisse et les Nations Unies ont signé mardi 3 avril un accord pour la rénovation du Palais des Nations. La Suisse va déboursier 50 millions de francs pour améliorer l'isolation du bâtiment.

Le Directeur Général de l'Office des Nations Unies à Genève a rencontré le Conseiller Fédéral Didier Burkhalter ainsi que la Présidente de la Confédération Eveline Widmer-Schlumpf, a précisé le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

Avec le chef du DFAE, le Directeur Général de l'ONU Kassym-Jomart Tokayev a signé un accord sur la contribution financière de la Suisse aux travaux de rénovation du Palais des Nations à Genève. La rénovation du Palais, un bâtiment construit entre 1929 et 1936 et qui ne répond pas aux normes de sécurité et énergétiques modernes, a été estimée à 670 millions de dollars.

L'Assemblée Générale de l'ONU a approuvé en décembre un crédit de 3,6 millions de dollars pour lancer les études préparatoires. Les travaux devraient être réalisés par étapes à partir de 2014-2015.

L'accord conclu le 3 avril entre la Suisse et l'ONU concerne une contribution unique de 50 millions de francs destinée à la réalisation des mesures architecturales d'économies d'énergie dans le cadre de la rénovation complète du siège européen de l'ONU. Le Conseil fédéral avait donné son accord à ce crédit le 29 juin dernier.

Didier Burkhalter a souligné lors de ces entretiens que la Genève internationale restait une priorité de la politique étrangère de la Suisse. Le chef du DFAE a évoqué «l'immense réseau genevois de missions diplomatiques, d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales, qui », selon lui, « permet de mieux exploiter les synergies entre les différents acteurs».



LIVRES REÇUS



MALADIE D'ALZHEIMER – Comment communiquer avec le malade? - Guide de l'aidant

Auteur : **Romain PAGER**, psychologue clinicien ; il travaille en maison de retraite (EHPAD) ainsi qu'en hospitalisation à domicile, et anime des formations pour les professionnels travaillant auprès des personnes âgées.

Editions : Frison-Roche, 18 rue Dauphine, Paris, 2010.

La maladie d'Alzheimer bouleverse profondément la mémoire, les relations affectives et les comportements. Elle trouble la communication et modifie ainsi les relations entre le malade et son environnement.

Lorsque le malade se met à tenir des propos dont la logique et le sens nous échappent, lorsque ses comportements paraissent irrationnels, le risque est grand de ne plus le considérer comme un interlocuteur à part entière. La possibilité d'avoir avec le malade une relation de personne à personne est alors fortement compromise. Et pourtant, même aux stades les plus avancés, l'identité profonde de la personne se maintient et s'exprime.

Tout comportement humain, même aberrant en apparence, a une cause et une signification qu'il faut rechercher. De plus, si la maladie rend la communication difficile, elle ne supprime aucunement le besoin de communiquer des malades qui, phénomène connu, varie selon leur personnalité et leur histoire.

Les proches comme les professionnels étant confrontés à des difficultés de communication avec le malade entraînant incompréhension, découragement et épuisement, ce livre leur donnera les moyens de faire face aux nombreuses situations où la communication, c'est-à-dire le lien avec le malade, paraît impossible ou génère des réponses inadéquates susceptibles de renforcer les troubles déjà présents et l'isolement du malade, en lieu et place d'une relation vraie, d'une aide et d'un accompagnement.

Transmis par Christiane KIND



<p style="text-align: center;">« VIEILLIR CHEZ SOI » SEMINAIRE D'INFORMATION ORGANISE PAR L'AAFI-AFICS</p>

**le mardi 25 septembre 2012, au siège du BIT à Genève
de 14h00 à 17h30**

**CONTINUER À VIVRE CHEZ SOI, MÊME LORSQUE INTERVIENNENT DES
CHANGEMENTS DÛS À L'ÂGE OU À LA SANTÉ ET QUI RENDENT DIFFICILE
DE SE SOIGNER FACILEMENT ET EN TOUTE SÉCURITÉ**

L'AAFI-AFICS organise un séminaire qui a pour objet de conseiller ceux de ses membres qui ont choisi de continuer à vivre chez eux, sur les moyens de s'adapter à des besoins en évolution et de les informer sur les solutions possibles. L'un des principaux conférenciers sera un expert reconnu de cette question, le professeur Hermann-Michel Hagmann, ancien professeur à l'Université de Genève et fondateur du Centre Médico Social (CMS) de Sierre. Les principales organisations qui fournissent des services à domicile dans les Cantons de Genève et de Vaud et en France voisine (Pays de Gex et Haute Savoie) seront également représentées à ce séminaire. Une documentation sur le sujet du jour sera à la disposition des participants.

Les personnes qui désirent participer à ce séminaire sont priées de s'inscrire entre le 15 août et le 15 septembre 2012 ; soit par lettre adressée à l'AAFI-AFICS, soit par courriel à l'adresse suivante : aafi-afics@unog.ch

Des informations complémentaires seront diffusées par notre 'Newsletter' et sur notre site Internet : afics.unog.ch/aafi.htm .



LES JOIES DE L'ORNITHOLOGIE

L'observation des oiseaux est-elle vraiment une activité pour personnes âgées ? Je le pensais au moment de prendre ma retraite lorsque je décidais d'en faire l'un de mes passe-temps, mais j'ai commencé à avoir des doutes après ma première «sortie ornithologique».

L'observation des oiseaux se pratique par tous les temps, je dis bien tous; et, contrairement à la marche ou au ski où vous pouvez vous réchauffer en vous déplaçant péniblement dans la boue ou sous la pluie, ou encore en glissant au milieu d'une tempête de neige, vous devez - lorsque vous étudiez les oiseaux - observer une immobilité minérale pendant ce qui vous semble parfois des heures ; vous devez vous concentrer au maximum, tout ouïe et yeux grands ouverts, vos jumelles fixées sur un objectif minuscule.

Qui plus est, les pratiquants de cette religion, sont diaboliquement enthousiastes : ils ne mangent ni ne boivent ni même éprouvent la nécessité de satisfaire le moindre besoin naturel; du moins en ai-je eu l'impression lors de ma première sortie: une impression que je n'ai pas vraiment révisée depuis, même après de nombreux pique-niques conviviaux avec mon groupe d'«accros» suisses. S'il se trouve qu'il n'y ait pas d'oiseaux à voir ou à écouter, ils condescendent à ouvrir une bouteille ou partager quelques délicieux chocolats ou du fromage ; mais au premier lointain pépiement ou battement d'aile, de telles profanes activités sont sur le champ abandonnées au profit de l'objectif essentiel.

Ma première expérience se déroula un jour d'hiver gris et sinistre: elle commença à l'aube pour se terminer tard dans la journée, coupée d'un pique-nique avalé à la hâte dans le froid, au milieu des champs, sans la moindre station-service ou le plus petit bistrot pour offrir les commodités ou l'abri appréciés du commun des mortels. Nous observâmes - ou, plutôt, 'ils' observèrent, car faute d'entraînement et de jumelles adéquates j'en manquai un grand nombre - des oiseaux aux noms les plus étranges, des noms qui ne me disaient rien car, bien entendu, ils étaient en français alors que ce que j'avais acquis de vocabulaire ornithologique au fil des années l'avait été en anglais. J'ai donc manqué maintes occasions, occupée que j'étais à noter les noms afin de retrouver plus tard leur équivalent latin et, à partir de là, découvrir enfin leur 'véritable' identité. J'étais donc passablement découragée.

Aux environs de quatre ou cinq heures mes compagnons commencèrent à envisager la fin de notre sortie ce qui me fit tressaillir de joie: laquelle fut rabattue quelques minutes plus tard lorsque nous rencontrâmes un autre groupe d'ornithologues. Ils étaient fous d'excitation car ils avaient aperçu une «pie grièche isabelline».

Imaginez cela !

(A ce moment de mon récit, je dois supplier ceux de mes lecteurs qui sont à la fois des ornithologues avertis et de fins connaisseurs de la langue française d'essayer d'imaginer ce que ce nom peut évoquer pour une personne qui l'entend pour la première fois sans en comprendre une seule syllabe) . Nous nous précipitâmes vers le lieu indiqué - en fait, non, pas exactement en ce lieu car cet oiseau extrêmement rare ne doit pas être dérangé, mais en un autre lieu éloigné du premier de plusieurs centaines de mètres, d'où je pus à peine, mais vraiment à peine, apercevoir une créature minuscule, un peu plus pâle qu'un

moineau mais d'apparence aussi terne. Nous l'observâmes voleter dans un taillis pendant une bonne heure au bout de laquelle, gelée jusqu'aux os, je commençais à penser que la pie grièche isabelline pourrait figurer dans mon épitaphe.

Mais alors, me direz-vous, pourquoi continuer ? Eh bien il y eut, en fait, des compensations et les choses finirent par mieux aller. Pour commencer, la pie grièche isabelline se révéla, en bon anglais, être une 'rufous-tailed shrike' (à mon avis un nom merveilleusement drôle) - une « espèce accidentelle » arrivée en Suisse de sa lointaine Sibérie, ce qui n'est pas fréquent et, en soi, mérite le vif intérêt qu'on lui porte). Ensuite, bien entendu, j'ai commencé à mieux savoir observer et à mieux connaître les noms des oiseaux. Ensuite nous sommes partis en weekends 'ornitho' et nous avons pu observer des guêpiers, des gorgebleues à miroir, des loriots, des tichodromes-échelettes (il faut dire que les Français nous battent souvent sur le terrain des noms étranges) et j'ai été prise au piège. Vous savez comme il est merveilleux de voir un martin-pêcheur passer en un éclair ; eh bien imaginez de petits oiseaux beaucoup plus colorés encore que le martin-pêcheur - verts, jaunes, rouges, orangés, bleus – que vous pouvez observer aussi longuement que vous le désirez car ils ne passent pas en coup de vent mais vaquent toute la journée à leurs occupations le long des rivières aux berges sablonneuses et à des distances accessibles même aux myopes. On y reconnaît le guêpier; et on y voit le gorgebleue à miroir dont le nom rappelle la couleur de sa parure, aussi bleu que la gorge du rouge-gorge est rouge; on y voit aussi le tichodrome-échelette d'un étonnant rose profond lorsqu'on le voit déployer ses ailes sur fond de roche grise, tel un papillon exotique; et aussi le loriot, noir et doré, dont le cri, modulé comme une tyrolienne, évoque son nom anglais « oriole » tout comme son nom français – un oiseau trilingue, en fait; on y voit encore ... et encore ... et encore ...

Mais je ne me suis pas contentée de cela : J'ai appris à manger et à me reposer quand cela me convenait, malgré les merveilles qui nous étaient annoncées ; et même à insister, lorsque nous décidions de nous arrêter, pour rechercher les commodités disponibles avant les oiseaux.

Enfin, après être passée par toutes ces épreuves, j'eus mon moment de gloire qui, je crois, m'a définitivement rendue 'accro' à vie à l'observation des oiseaux bien que mon sujet d'observation ce jour-là ne fut point un oiseau. Un jour, alors que nous passions, comme d'habitude, une forêt au peigne fin à des centaines de mètres de nous, je vis un étrange objet blanc en train de se déplacer dans les arbres. Je le désignai à mes compagnons qui se montrèrent fort ironiques : « Un sac en plastique qui s'est pris dans les branches » suggérèrent-ils. Mais je ne fus pas convaincue et sommai le chef de notre groupe de braquer dessus son télescope superpuissant. Eh bien, vous ne devinerez jamais ce que c'était : un écureuil albinos ! Nul n'avait jamais vu semblable animal auparavant et chacun devenait fou en l'observant gambader dans les arbres. Je me rengorgeais !

Je poursuis désormais ma quête visuelle et auditive de l'oiseau rare qui me rendra célèbre à vie parmi mes amis. Essayez, vous aussi. Vous n'aurez peut-être pas la chance de voir un autre écureuil albinos, mais il y a tant d'autres merveilles qui se cachent tout autour de nous.

Jane BROOKS



Deux petites vieilles se croisent dans la rue :

- Comment vas-tu Marguerite ?
- Oh ! J'ai pas le moral... Je viens de perdre mon mari !
- Ah bon ! Qu'est-ce qui s'est passé ?
- Je l'ai envoyé dans le jardin chercher des carottes et des poireaux pour faire la soupe. Il a été pris d'un malaise. J'ai appelé les secours. Quand ils sont arrivés, il était déjà mort d'une crise cardiaque...
- Qu'est-ce que tu as fait alors ?
- Des pâtes... !



GENEVE VILLE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Carrefour international

Rencontres le premier mercredi de chaque mois pour les anciens fonctionnaires internationaux résidant à Genève et leurs amis, de 14h00 à 16h00 – **12 septembre, 3 octobre, 7 novembre, 5 décembre, 9 janvier**. Rejoignez-nous à Cité Seniors, 28, rue Amat | 1202 Genève

Information : Gilbert Ferrari, AAFI-AFICS, bureau A-265, Palais des Nations, 1211 Genève 10

e-mail : aafi-afics@unog.ch ou Cité-Seniors 0800 18 19 20

AAFI-AFICS COMPTES 2011

AAFI/AFICS
COMPTES DE RECETTES ET DEPENSES
AU 31 DECEMBRE 2011
(Exprimés en Francs suisses)

RECETTES			DEPENSES		
	REEL	BUDGETE		REEL	BUDGETE
Contributions	39'284.20				
<i>Annuelles</i>	8'447.20	10'000.00	Publicité	1'542.85	0.00
<i>Transfert du compte Réserves</i>	30'837.00	32'400.00	Missions et voyages	5'737.55	7'000.00
Autres Recettes	17'476.38		Frais d'hospitalité	2'125.45	2'000.00
<i>Participation au séminaire*</i>	4'131.28	0.00	Cotisation à la FAFICS	4'760.19	5'000.00
<i>Interêt brut</i>	13'045.10	9'000.00	Frais bancaires	500.05	1'200.00
<i>Dons</i>	300.00	0.00	Assistante sociale**	6'163.00	28'600.00
			Dépenses pour l'assistance sociale	1'805.80	1'200.00
			Fournitures de bureau	7'714.43	3'000.00
			Secrétariat (Indemnité de transport)	1'100.00	2'400.00
			Assurance RC	735.90	600.00
			Fonds de solidarité	300.00	0.00
			Autres dépenses	571.00	400.00
			Excédent des recettes sur les dépenses	23'704.36	
	56'760.58	51'400.00		56'760.58	51'400.00

*Remboursement de l'AMFIE des dépenses pour le séminaire "Penser à demain" (Septembre 2010).

**La nouvelle Assistante sociale a été recrutée le 1er novembre 2011. De ce fait les dépenses couvrent seulement novembre-décembre à un niveau de salaire supérieur.

AAFI/AFICS
ACTIF et PASSIF
AU 31 DECEMBRE 2011
(Exprimé en Francs suisses)

ACTIF		PASSIF	
CAISSE et Dépôts à terme	332'197.00	FONDS DE SOLIDARITE	15'382.59
<i>Caisse</i>	1'061.80	<i>Balance au 1er Jan.</i>	15'082.59
<i>Banque</i>	12'036.52	<i>Dons</i>	300.00
<i>Compte postal</i>	3'791.48		
<i>Dépôts à la MEC</i>	315'307.20	RESERVES **	364'497.85
		<i>Balance au 1er Jan.</i>	367'408.85
INVESTISSEMENTS *	344'694.05	<i>ajout :</i>	
		<i>Contributions reçues</i>	27'926.00
IMPÔTS ANTICIPÉS REMBOURSABLES	2'968.70	<i>déduction :</i>	
		<i>Transfert aux recettes ***</i>	-30'837.00
		EXCEDENT de RECETTES	299'979.31
		<i>Balance au 1er Jan.</i>	276'274.95
		<i>ajout :</i>	
		<i>Excédent recettes/dépenses</i>	23'704.36
	679'859.75		679'859.75

* Investissements en valeur réelle : Valeur du marché 345'244.- au 31.12.2011(ANNEXE 1).

** Part inutilisée des contributions à vie.

*** 1/25 des contributions à vie de 1987 à 2011(ANNEXE 2).

EDITORIAL

As I entered Door 2 of the Palais des Nations in early January 1969, I felt myself caught up into a new world. Along those endless corridors where the very walls seemed impregnated with the history of this imposing institution, all movement appeared peaceful and harmonious, each person going about his business amicably yet with determination.

Once at my destination, being introduced to my new colleagues I was immediately plunged into the international environment. In less than half an hour I had met eight different nationalities: English, Scots, Spanish, French, Dutch, Italian, Swedish and Swiss. The conversations we quickly engaged in were conducted in a tongue unknown to me; I think it was a dialect. We spoke in sentences made up of words taken from several languages. Each of us made ingenious efforts to understand the others and to be understood. All this was so natural and, to my great surprise, we did understand one another and our work got done without difficulty. I had just been initiated into 'UN-ese'.

In such a multicultural environment, where instead of being a hindrance differences become a strength, one's curiosity is soon aroused, human affairs take on supreme importance and one is straightway imbued with our Organization's permanent vocation: to give pride of place to peace and harmony. I think I really caught the bug for I have, I confess, developed a genuine incompetence mingled with aversion whenever there is question of entering a conflict or stirring up a dispute. I have also realized that after every conflict, every war, peace has been made. Yet how much suffering, what wounds will remain for those who have lived through those trials!

Serving the United Nations and its family of organizations teaches us, indeed requires us, to do everything possible to prevent that suffering by leapfrogging over the conflict stage straight to the peaceful solution. Why go through the conflict, if sooner or later we are 'condemned' to make peace?

Such an approach and such an attitude to life also produce valuable returns on investment in the form of friendship. Over the years, in all corners of our world a powerful solidarity has grown up, a desire to work together as a team, a desire for co-operation and success, rewarded by solid friendships.

It was all this and, I have to confess also, a singular fascination with pension matters, which led me to answer Roger's call, when his family needed him.

Assuming his mantle in the Committee of our Association, I have discovered what a multiplicity of tasks there are and how dedicated is the team we have in place. I also perceive the responsibility we have to nourish the source of our skills and ensure that we preserve and hand on our knowledge so as to prepare the way for our successors.

In a forthcoming issue I will return to these matters and tell you, our readers, the ways in which you can help us.

Gilbert FERRARI

ELECTIONS TO THE COMMITTEE

In conformity with the Statutes of the Association, members of the Committee shall be elected by secret ballot for a period of four years, in accordance with the following arrangements :

- Every two years elections shall be organized among the members of the Association for half of the seats on the Committee
- Candidates for election shall be members of the Association proposed by at least three other members. Members of the Committee retiring after a period of four years shall be re-eligible. Nominations shall be received by the President at least four months before the date of the regular session of the annual General Assembly.
- The list of candidates shall be drawn up by the Chairman and sent to all members of the Association at least three months before the date of the regular annual General Assembly
- Voting is carried out by correspondence
- The detailed procedure of the vote is determined by the Committee

A form for the nomination of candidates is to be found at the end of this *Bulletin*.

JOIN THE COMMITTEE!

The AAFI-AFICS Committee is composed of 18 elected members and representatives of sister associations: ILO, ITC, ITU, WHO, WMO, WTO.

The Committee meets once a month and the AAFI-AFICS office is manned two days a week from 10 a.m. to 12:30 p.m. Each member is expected to have sufficient time available to attend the monthly Committee meeting and to man the office, on a rotating basis, i.e. about once a month.

The working languages of the Association are English and French and a large number of the activities are carried out by e-mail.

The Association is involved in a wide range of activities and Committee members who have expertise in any of the following areas would be very welcome:

1. Pension Fund: dollar track, dual track, widows'/widowers' benefits, disability benefits etc.;
2. Health insurance: UN/WMO, ILO/ITU, WHO, Van Breda etc.;
3. Taxation: Switzerland, France, USA, Spain, Italy, Germany etc. etc.;
4. Pre-retirement seminars: UN, ILO;
5. Special subject seminars: wills and successions, ageing at home etc.;

6. Social events: outings, excursions, luncheons, local group gatherings (Ferney, Nyon, Geneva Cité-Seniors); informal cocktails etc.;
7. Relations with local authorities: Geneva, Vaud, Haute Savoie, Ain, Pays de Gex;
8. Bulletin: editing, writing articles, translations, proof-reading, lay-out (drawings etc.);
9. Accounts;
10. Computer expertise;
11. Legal assistance;
12. Swiss AVS;
13. Membership drives: recruitment of new members, publicity;
14. Assistance to our senior seniors: with their computers, just listening to what they have to say, maybe a couple of phone calls every week etc.;

Experienced Committee members will of course be available to provide newcomers with advice and assistance.



SEVENTY-SECOND GENERAL ASSEMBLY OF AAFI-AFICS 17 April 2012
--

1. Opening of the session

1.1 Mr. Roger Eggleston, current President of AAFI-AFICS addressed a few words of welcome to the 65 persons present.

1.2 While thanking each of them for their hard work he recalled the fact that all the members of the Committee acted on a purely voluntary basis. He introduced the members of the Committee and spoke of the role of each in the smooth functioning of the Association.

He informed the Assembly that:

- Mr. Gilbert Ferrari had been co-opted as a member of the Committee since January 2012.
- For some months now the Association had had a new Social Welfare Officer, Mme. Nicole Yersin, who replaced Mme. Nana Leigh.

1.3 Thanks for their presence were also addressed to:

- The representatives of organizations;

- The President of FAFICS from the United Nations in New York, Mr Andres Castellanos
- Mme. Elisabeth Chauveau-Bais and Mr. Aliamane Bacar Said from the Geneva office of the Pension Fund ;
- Mr. Stéphane Birchmeier, Assistant Director of the Social Service of the City of Geneva and head of the Cité-Séniors;
- Mr. Daniel Prémont, President of the Association of French International Civil Servants (AFIF);
- The interpreters whose voluntary assistance was always highly appreciated
- And to those hard-working volunteers who assisted the Secretariat: Mr. D. Helland and Mmes. F. Henry and C. Kind.

1.4 Mr. Eggleston then referred to his editorial in the April issue of the Bulletin, in which he had announced his forthcoming departure from Geneva for family reasons which consequently would mean the end of his presidency of AAFI-AFICS. He was to be succeeded by M. Gilbert Ferrari.

2. Election of the presiding officer

In response to an appeal for candidates, Mr. Anders Tholle put forward the name of Mr. Arthur Askew (founding member of the Amicale of the WMO and a hydrologist who had chaired several meetings of this kind). The proposal was seconded by two persons and, there being no other nominations and no objections, was unanimously accepted by the Assembly.

3. Adoption of the agenda

Having thanked the Assembly for designating him presiding officer Mr. Askew said that he would endeavour on the one hand, despite his tendency to talk too much, to conclude this General Assembly on time and, on the other, to conduct the meeting with the greatest vigilance. He asked for speakers to stick to the subject under discussion and to be as concise as possible. He added that the President of FAFICS would speak at the end of the meeting.

There being no comments, the agenda was adopted unanimously. Mr. Askew congratulated the Committee on its work and announced that the Committee's report would be considered section by section. He then gave the floor to Mr. Eggleston.

4. Report of the Committee for 2011

Before presenting the report, Mr. Eggleston said he was happy to announce that Mr. Ferrari had indeed agreed to take his place as President of AAFI-AFICS. The news was greeted with pleasure by the meeting in view of M Ferrari's professional experience, in particular in the area of pensions as a long-time Director of the Pensions Office in Geneva.

4.1 Membership – Organization of work – Outside Geneva §1-13

Mr. Eggleston highlighted the fact that:

- There had only been a small increase in membership. It was therefore necessary to continue efforts to make the Association better known; to speak of it whenever the occasion presented itself, and above all to encourage colleagues to join while reminding them of the role of AAFI-AFICS as outlined in para.5 of the March Bulletin. The more we were, he added, the greater the impact on the Pension Fund and the health insurance fund;
- The work of the Association was done by volunteers who strove to be as efficient as possible, just as if they were remunerated.

Before giving the floor to the representatives of the Pension Fund, Mr. Askew pointed out that one could become a member of AAFI-AFICS before retirement and encouraged those present to 'spread the good word'.

4.2 The Pension Fund §14-19

After expressing thanks for having been invited to the meeting and introducing the new head of Customer Service, Mr.A. Bacar Said, Mme. E. Chauveau-Bais gave a general presentation of the Fund, created in 1949 by the General Assembly of the United Nations, using slides to make her explanations perfectly clear. This presentation can be found on our website.

She recalled that the Fund had two offices, one in New York and the other in Geneva. The Geneva office covered Europe, and Africa and the Middle East.

The Fund's secretariat functioned on the basis of the system of 'revenues' (fed by the contributions of those on active service and the income from investments) and 'expenditure' (consisting of the benefits to be paid out).

One should recall that two principles underpinned the Fund:

- The US dollar was the base currency, but benefits could be paid in any currency
- The Fund provided defined benefits: the sum received was therefore not affected by fluctuations in the financial market.

In 2008 the Fund had fully absorbed the financial shocks without there being any negative impact for beneficiaries. The value of our investments represented the equivalent of nearly \$40 billion in December 2011.

There were 23 United Nations organizations affiliated with the Fund, representing 120,000 participants (an increase of about 50% in ten years) and 65,000 beneficiaries (an increase of about 30% over the same period).

Market value of the assets of the Fund – payments and contributions

Up to 2008, Mme.Chauveau-Bais noted, benefits had slightly exceeded contributions; since then there had been a slight reversal, due among other things to the more rapid increase in the number of participants than of beneficiaries, despite a rise in life expectancy.

The purposes of the Fund were:

- to pay retirement and social benefits;
- to protect retirees' purchasing power, either by a system of adjustment of dollar pensions in line with the cost of living in the United States and/or by what is known as the 'two-track system' which enabled adjustment of payments to the cost of living in the country of residence. Beneficiaries had the choice on separation from service;
- to protect families: pensions for children/widows or widowers/indirectly dependent persons/residual payments.

It should be pointed out, however, that in case of marriage after retirement, the surviving spouse would receive only the pension accumulated by the beneficiary.

Projects of the Fund

- The transition to IPSAS accounting standards;
- Replacing the computer system by an integrated IPAS system; this was an important project that would only be fully operational in 2014, but that would significantly transform the day-to-day work of the Fund's staff;
- The results of the biennial actuarial evaluation. A slight deficit had been recorded in 2009, hence the Working Group's recommendations were put on hold; another deficit in 2011 would mean prolonging that freeze;
- Revising the terms of reference of our representatives in the organizations. That involved reviewing the situation with the groups of persons representing the Fund in the specialized agencies; that work should soon be completed;
- Preparing the Joint Committee, which would be held this year (2012) at UNESCO in Paris in June;
- Changeover of CEO in early 2013. M. Cochemé's term of office was expiring and the recruitment procedure was well under way. Before the final appointment of the new CEO, a recommendation would be made to the Secretary-General of the United Nations.

Certificate of entitlement in 2011:

In this regard the Geneva Office had reinforced its role by making it possible to return the certificate directly to it or to use an electronic file that was available.

Work after retirement

The meeting was reminded that the Pension Fund imposed no restrictions. Limits were set by the human resource departments of certain organizations. However, pension payments were temporarily stopped in the case of employment involving a resumption of contributions to the Fund.

If someone was re-employed after retirement and resumed contributions to the Fund, the payment of his original pension was suspended; a new pension number was then given him. It was only after FIVE years of such employment that the person concerned could

claim a new pension which would be added to the previous one; before five years had elapsed he could recover his contributions by a withdrawal settlement.

M. Ferrari mentioned article 40 of the Fund's Regulations as adopted by the United Nations General Assembly. It was the provisions of that article that applied in the case of a retiree who resumed professional activity. Mr. A. Bacar Said confirmed that information.

N.B. M. Bacar Said later confirmed by e-mail that a retiree having resumed participation in the Fund might after separation before FIVE years had passed opt for an additional pension or 'add-on benefit'. That pension would be calculated separately under a new retiree number.

Advice and information

Mm. Chauveau-Bais encouraged retirees to contact the Fund, either by making an appointment to visit its office (visitors' parking available or by F or 28 bus) or by telephoning or writing an e-mail; in the latter two cases it would take longer to get a reply.

Website

There were several web portals, one specifically adapted for beneficiaries using their access code. Apart from the information booklets they would find details concerning the quarterly amount of their pension.

Mr. Askew thanked Mme. Chauveau-Bais warmly for the quality of her presentation and opened the floor for participants' questions.

A participant deplored the fact that, after consulting the website, she had still been unable to discover the amount paid her each month. She was reminded that a quarterly statement was sent by post to each retiree and that the amount of health insurance might also fluctuate during the quarter. She was invited to contact a representative of the Fund directly.

Question: would the amount of the final pension be calculated over 5 or even 10 years as had been proposed?

Answer: the principle had been accepted, but its application depended on an improvement in the actuarial situation.

Mr. Hanus referred to the deduction imposed since 1994 on the first pension adjustment.

Answer: the actuarial situation was difficult, but that deduction had gone down from 1.5% to 0.5% in stages. The elimination of the deduction was one of the priority issues for FAFICS, as indicated in paragraph 38.2 of the report.

Question concerning the salaries of Pension Fund staff.

Answer: they were paid by the UN as part of the administrative budget of the Fund. Mr. Ferrari added that this administrative cost was lower than in private pension funds.

Concerning the change in the calculation of average exchange rates from 36 to 120 months, it was stated that that would apply only to new retirees.

Question concerning the definition of a participant

Answer: a participant is one who pays contributions.

In that regard the fact was emphasized that nowadays career paths in the international organizations were very different from the past when people often had a long career in the same workplace. Nowadays people worked/ceased working/became consultants/worked part-time/requested leave without pay etc., all of which made employment more complex and the professional lives of staff more precarious.

Mr. Tholle recalled that a large part of the increase in the number of participants in the UNJSPF was due to a rise in the numbers of peacekeeping personnel and field missions that were more and more numerous. These staff experienced difficult conditions: short-term assignments, distance from their families, with possible costs involved.

A representative of the AOMS asked for a joint meeting to be organized with sister organizations to debate all these matters.

In view of the many different questions, Mr. Eggleston recalled the existence of the annual letter (in English and French) from the CEO of the Fund which could partially answer some of the questions raised. The 2012 letter had been published in the April Bulletin of AAFI-AFICS and was also available on the Fund's website.

Mr. S. Mbele-Mbong, Vice-President of AAFI-AFICS responsible for pension matters, wished to stress the excellent and valuable links and collaboration with the Fund over the past few years and expressed the hope that everything would be done to maintain them.

Mr. V. Garcia proposed that an annual statement of contributions received be placed on the website. Such a procedure had not for the present been sanctioned by the administrators, replied Mr. Bacar Said. Mr. Ferrari recalled that the certificate provided by the Pension Fund and sent out at the time of tax declaration did not indicate the amount the beneficiary paid for health insurance coverage.

Mme. Chauveau-Bais wished to express her thanks for the pleasant co-ordination between AAFI-AFICS and the Fund; thanks to that the staff of the Fund were kept better informed of the expectations of beneficiaries or the difficulties they might encounter. She also welcomed the future President of the Association.

Mr. Askew thanked everyone who had taken part in the debate and proposed taking up the next item.

4.3 Health insurance matters §20-31

With regard to after-service health insurance (ASHI), Mr. Eggleston stressed that that was being carefully followed by AAFI-AFICS in close co-operation with FAFICS. A report containing purely factual information (see para.22 of the March Bulletin) was being

prepared; according to a recent message from Mr. Monnier in New York, the report would not be presented to the General Assembly until 2013.

While it was still a 'hot potato', Mr. Eggleston intimated that there would be a little less tension around this question than last year, as a result of the departure of several persons involved in the option; however, vigilance remained essential. He indicated that at present the affair only concerned persons who had worked at the United Nations, not those who had worked for other organizations, such as the ILO, WHO or ITU.

At all events, it was highly desirable that rights to medical coverage be maintained for all retirees.

Mr. Eggleston confirmed that, if the United Nations General Assembly did decide to modify the right to insurance on retirement, acquired rights would doubtless be honoured. In contrast, nothing could be asserted with regard to any increases in contributions. It should however be recalled that the General Assembly remained the sovereign decision-maker concerning, here, retroactivity, increases etc.

Mr. Eggleston had no answer to M.D. Ray's question concerning a possible increase in premiums. He referred to the resolution adopted in 1958 highlighting the need to set up a social security while leaving each country and place free to determine modalities and measures. Any increase in premiums would only take place after an actuarial study.

4.4 Taxation

Taxation of the lump sum in France was at present the chief subject of concern. After contacts with a deputy from Hte.Savoie and with the Secretary of the Pension Fund, Mr. Ferrari recalled that according to article 163bis of the Tax Code, payment of a lump sum would be exempt from taxation if the contributions made when the rights were constituted were not deductible from taxable income. That interpretation remained to be confirmed by the French authorities and a written confirmation on the matter was awaited before any information was circulated. A certificate from the ICSC showing that the 'staff assessment' (tax at source paid by the staff of international organizations) was deducted from pensionable contributions would be most useful in this case. As Mr. Askew stressed, the importance of the matter meant vigilance was required.

Klaus Netter stated that a tax declaration had to be made to the United States by all U.S. retirees resident in France, according to a treaty between the United States and France. Different interpretations of the treaty were going the rounds, especially regarding the notion of an American-derived pension contained therein.

According to Mr. Eggleston, a U.S. national, if residing in France, did have an obligation to make a tax declaration to the United States. A similar situation existed between Canada and the USA.

Where other nationalities were concerned, Mr. Ferrari noted that our pensions did not concern the institutions of any country, but were proper to the United Nations. Mr. Prémont confirmed that it was a question of immunity which the States endorsed in 1946

and that under international law the United Nations organizations enjoy privileges and immunities.

The matter remained under consideration in AAFI-AFICS with a view to a legal solution.

4.5 FAFICS

Mr. Eggleston introduced Mr. Andres Castellanos, present President of FAFICS and Mme. Katia Chestopalov, Vice-President for external affairs.

Regarding this item too, he added, there was need for vigilance concerning the 10 priority issues (see para.38 of the March 2012 Bulletin) that the members of the FAFICS Council had adopted and upheld at the July 2011 session of the UN Joint Staff Pension Board.

Mr. Castellanos warmly thanked AAFI-AFICS, and more especially Mr. Eggleston, for his constant support of FAFICS and was pleased that he would be succeeded by Mr. Ferrari.

FAFICS had to date nearly 50 member associations. The fact that it had held its Council session at headquarters in Geneva in July last year was important, because it was there that future action needed to be concentrated.

The increase in the number of member associations, from 30 to 50, or about 18,000 persons, was something to be encouraged. So, thanks and congratulations to all who endeavoured to persuade associations of the need to join.

The actuarial situation for the current year revealed a deficit of nearly 1%. A report would be submitted to the next UN General Assembly. The deficit could be explained by the game of 'carrot and stick' resorted to under threats of privatization.

An always sensitive issue was the considerable reduction in the purchasing power of retirees victims of the bank charges that some countries imposed (often outside Europe). The Fund had not been able to resolve that problem, but continued to take action, particularly since the reduction sometimes affected half of the pension received, which in the case of small pensions had disastrous consequences.

The two-track system must be upheld and a review of methodology encouraged (the adoption of special measures for pension adjustment, for example).

On the subject of bank charges, UNDP had recently announced that it would withhold 1% of retirees' pensions if it was to serve as intermediary. Were our own colleagues following the banks' example then?

Finally, Mr. Castellanos announced that this year would see the conclusion of his work in FAFICS and spoke of the pleasure and honour it had been for him to collaborate with everyone.

Mr. Askew thanked him warmly for the work accomplished over the many years he had devoted to FAFICS.

Jean Hanus expressed his concern regarding at least three of the aims in paragraph 38, which were, in his view, contrary to the interests of the Fund and therefore to those of retirees:

- A possible return to the dollar track;
- Eliminating the negative CPI adjustments
- Absorbing bank charges.

Mr. Ferrari assured him that each of those points would be discussed at the forthcoming FAFICS session, but that the debate would doubtless be influenced by the results of the actuarial study scheduled for June. The suggestion to increase the normal retirement age to 65 seemed to be a priority since life expectancy had been increasing by a quarter every year and since 1990 (age raised to 62) that increase had been some five years. Such a change would improve the actuarial situation by almost 1%. Mr. Castellanos pointed out that the ten priority issues relating to pensions had been adopted unanimously by the FAFICS Council.

4.6 Relations with the local community

Mme. K. Chestopalov stated that she had participated in all the organs of the Federation, including the Board and that she had been taking care of communications locally with Geneva and neighbouring France. The contacts we had with the various platforms were constantly increasing. She took the opportunity to thank the representative of the Geneva Cité-Seniors, Mr. Stéphane Birchmeier, for his presence.

The tasks involved covered various aspects: social/the elderly/medical services/development of social policy for the elderly (mobility, living standards etc.). She offered hearty congratulations for all that had been done in those areas in Geneva and the Canton and emphasized that this seemed to be easier in Switzerland than in France, though that had not prevented her from establishing excellent relations with the administration in Gex and also in Hte. Savoie, to the point where a data base could be set up. Specific information and figures would be published in the next quarterly Bulletin.

Mr. S. Birchmeier, social services representative of the City of Geneva, welcomed the links forged with AAFI-AFICS and stressed how important they were to Genevans, for they enabled them to draw closer to the world of international institutions in the persons of the Association members. What was more, many international people stayed on in Geneva after retirement, hence their desire to strengthen the links.

Mr. Askew thanked him warmly, adding, "You have been able to see now that we are human beings like the rest!" It was a pleasure to have ties with those residing throughout greater Geneva.

4.7 Information Seminar 2012

Mr. Eggleston announced that a seminar entitled "Ageing at home" would be held in the afternoon of 25 September at the ILO. Further information on the subject would be provided later.

4.8 United Nations International Day of Older Persons

Mr. Eggleston emphasized the fact that it was important to maintain and preserve the rights of the elderly to the best extent possible. The International Day had been celebrated in 2011 and had been followed by a panel discussion in January 2012 the report of which was available and would be published in the forthcoming AAFI-AFICS Bulletin.

4.9 Anti-flu vaccinations

Mr. Eggleston pointed out that these had given AAFI-AFICS an opportunity to organize a friendly, welcoming 'coffee and biscuits' for the retirees coming to the Palais to be vaccinated. The hope was that the ILO, like WHO and the UN Geneva Office, would follow suit.

4.10 Social Welfare Officer

Mr. Eggleston informed the meeting that, as mentioned earlier, the Association now had a new Social Welfare Officer, Mme Nicole Yersin, who was assisted by Mme. F. Henry regarding claims from UNOG health insurance.

4.11 The Shakespeare group

Mr. Eggleston gave a nod in the direction of this very faithful group, which was now meeting once a month in Morges where its 'muse', Mr. Aamir Ali had taken up residence;

4.12 Thanks

After having expressed his thanks to all those who took part in our activities, in particular the social and cultural ones, Mr. Eggleston did not want to forget to congratulate Ms. Jane Brooks, editor of the Bulletin, and her collaborators Mme E. Belchamber and, for the computer side of things, Mr. D. Helland.

Mr. Askew thanked Mr. Eggleston for his good and loyal services to AAFI-AFICS.

Mr. Bacaly offered Mr. Askew thanks for having been such a pleasant chatterbox and for his masterly conduct of the debate.

5. Accounts for 2011 and related matters

Under this item, the accounts were first presented. Mr. Narasimhan, the Association Treasurer, took the floor first to thank the two auditors, Mr. V. Garcia Garnatéo and Mr. Rharha, who had made some changes to improve the presentation and then proceeded to read out the accounts (reproduced elsewhere in the present Bulletin).

The Treasurer highlighted two points:

- The third party insurance taken on decision to cover any visitor to AAFI-AFICS premises;
- A slight improvement in deposits to the MEC.

The auditors noted that the accounts were well kept and moreover well documented and thanked the accountant for such a good job.

Referring to the heading 'expenditure' a participant asked why the amount for office supplies had almost doubled since last year. The Treasurer replied that it was probably due to the expenditure on photocopies occasioned by last year's FAFICS meeting and pointed out that the allocation for this item in 2012 was considerably lower.

A participant inquired whether, apart from the MEC (where AAFI-AFICS funds were deposited), any other investment bodies had been consulted. The Treasurer replied that, since the MEC was not taxed the Association had not thought it necessary to turn to other bodies which in any case did not pay higher interest on deposits. Mr. Askew backed that up, saying that the budget as drawn up was satisfactory and moreover, very transparent.

6. Appointment of auditors for 2012

The Treasurer informed the meeting that the two auditors, Mr. Garcia Garnatéo and Mr. Rharha had agreed to continue in office and sought the meeting's approval; there being no objection, the two auditors were re-elected for a further year.

7. Other business

The meeting had run smoothly, thanks to the assistance of the interpreters. Mr. Askew thanked them warmly on behalf of all and, before closing the meeting, asked if anyone present had any other questions.

Mr. A. Tholle expressed his sincere hope of seeing Mr. Eggleston among us again and Mr. Askew replied that he would be there.

The meeting was adjourned at 12.30 p.m.



TAXATION OF PENSIONS IN FRANCE

Attention: Former international civil servants residing in France and receiving part of their pension from the United Nations Joint Staff Pension Fund (UNJSPF) as a lump sum in 2011.

Since the publication of the French finance law including under its article 163bis of the General Code of Taxation an item aiming at imposing a tax on pensions in lump-sum form, AAFI-AFICS has been in close consultation with the Secretariat of UNJSPF in order to obtain official and authoritative advice for a formal decision on this question.

We are pleased to inform you below of the result of the search undertaken as embodied in a letter from the United Nations in New York dated 8 May 2012 addressed to the French

Ambassador to the United Nations, which indicates that, in accordance with the 1947 Convention between the United Nations and Member States, among them France, and Judgment No. 237 of the Administrative Tribunal, the lump sum of the Pension Fund is not subject to taxation.

Original text in English

Best regards, Gilbert Ferrari, AAFI-AFICS Chairman

**United Nations
Headquarters – Siège**

**Nations Unies
New York N.Y.10017**

His Excellency
M. Gérard Araud
Permanent Representative of France to the United Nations
New York

8 May 2012

Excellency,

I refer to the recent tax law promulgated by the Government of France. Known as the *2010 quatrième Loi de finances rectificative*, this law provides for the taxation of pension plan lump-sums for residents of France. With respect to the application of such law to beneficiaries of the United Nations Joint Staff Pension Fund (UNJSPF) residing in France, I wish to inform you that such taxation would be inconsistent with the 1946 Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations (the “Convention”) to which France acceded in 1947 without reservation.

Pursuant to Article V, Section 18 of the Convention, “officials of the United Nations shall ... b) be exempt from taxation on the salaries and emoluments paid to them by the United Nations.” According to UN Administrative Tribunal Judgement No. 237, Powell (1979), the lump-sum payments made by the UNJSPF, whether as a withdrawal settlement or as a partial commutation of a pension, are considered “terminal payments” of a UN staff member’s official salary and emoluments. Pursuant to the Charter of the United Nations and the Statute for the UN Administrative Tribunal promulgated by the General Assembly, the foregoing Judgement is binding on the Organization. Therefore, such lump-sum payments are exempt from taxation under the Convention.

In view of the foregoing, the United Nations respectfully requests the Government of France to confirm that it will not tax the lump-sum distributions payable from the UNJSPF to former UN staff members residing in France.

Please accept, Excellency, the assurance of my highest consideration.

Yours sincerely,

(signed) Stephen Mathias
Assistant Secretary-General for Legal Affairs

ACTUARIAL VALUATION OF THE UNJSPF AS AT 31 DECEMBER 2011

Introduction

1. "Actuarial matters" are a very important group of items on the agenda of every session of the UNJSPB. They will be again at the upcoming PB59 (UNESCO, Paris, France, 3-11 July 2012) where five documents will be considered on three of them: Actuarial valuation of the Fund as at 31 December 2011, Membership of the Committee of Actuaries, and Monitoring of actuarial costs of the two-track feature of the pension adjustment system.

2. In this short presentation note, only the Actuarial valuation of the Fund is discussed: what an actuarial valuation of a pension plan is; and why the actuarial valuation of the UNJSPF is made, by whom, how often and how.

Actuarial valuation of a pension plan

3. The actuarial valuation of a pension plan as of a given date is a mathematical/statistical analysis of the financial situation/condition of the plan as of that date. It is normally prepared at least once every three years by an actuary [a business professional (an individual or a firm) who deals with the financial impact of risk and uncertainty], on the basis of specific assumptions set in advance. The findings are submitted to the Board of the pension plan for its consideration and to a committee of different actuaries for its advice to the Board. The Board considers the findings and, acting on the advice of this committee of actuaries, decides whether or not there is a need to adjust either the rate of contribution or the benefits, or both, in order to ensure that the plan will meet, and continue to meet, its long-term funding requirements.

Actuarial valuation of the UNJSPF

4. For the United Nations Joint Staff Pension Fund (UNJSPF), the actuarial valuation is mandated by Article 12 of the Regulations. It is normally made once every two years, as at 31 December, by the Consulting Actuary of the Fund (appointed in accordance with Article 10). Currently the Consulting Actuary of the UNJSPF is John J. McGrath.

5. The procedure that the Consulting Actuary and the Committee of Actuaries (appointed in accordance with Article 9 of the Fund's Regulations) have used in the past will be used again for the valuation as at 31 December 2011. In summary, the procedure may be viewed in three main steps as follows:

5.1 Step I: Determine the situation of the Fund as of 31 December 2011, taking into account the relevant groups of parameters, singly and in combinations, including in particular the following 5:

a) The value of all the assets of the Fund which, by a decision of the Board at its 58th session (UNOG, Geneva, Switzerland, 11-15 July 2011), will be determined using the same asset valuation methodology that was used for the valuation as at 31.12.2009. However, for information, the results will also be presented using the alternative asset valuation methodology that the Committee of Actuaries has been studying.

- b) The Fund's demography: the number of active participants, pensioners and other beneficiaries; the distribution of the participants, pensioners and other beneficiaries by staff category (for participants only), gender and age, as well as their life expectancies and mortality rates.
- c) The Fund's expenses: administration, management of investments, oversight, payment of benefits, adjustment system, emergency.
- d) The state of the economy and the financial markets in all parts of the globe.

5.2 Step II: Make assumptions as to how the situation of the Fund determined in Step I above will probably evolve during the period starting on the day after 31 December 2011 and extending far into the foreseeable future.

5.2.1 Usually several sets of assumptions are made, with due account taken of experience as to how each of the parameters listed in Step I above has fluctuated during a long enough period in the recent past (usually the last 10 years).

5.2.2 The sets of assumptions, together with the views and advice of the Committee of Actuaries thereon, are submitted to, and approved by, the Board at its session preceding the session at which it considers the valuation results.

5.2.3 Thus, for the actuarial valuation of the UNJSPF as at 31 December 2011, the Board, at its 58th session, approved 3 sets of economic assumptions (referred to as A1, A2, A3), and 3 sets of assumptions regarding the future growth of the participant population (designated B1, B2, and B3) (see Annex). The Board also requested that five valuation results be presented at its 59th Session: the so-called "Regular Valuation" which will combine A1 with B1, and four others which will be A2 combined with B1, A3 combined with B1, A1 combined with B2 and A1 combined with B3.

5.2.4 The Board at its 58th session also requested the Committee of Actuaries:

- a) To modify the assumptions regarding demography, the utilization of the commutation option [see Regulations, Article 28, sections (g) and (h)], and the marital status from the values that were used in the previous valuation as at 31.12.2009 so as to reflect experience (on length of service, mortality and benefits of participants and beneficiaries by age, sex, staff category etc.) for the 10-year period ended on 31 December 2010. The Board accepted that the resulting increase in the required rate of contribution would not exceed 0.38% of PR.
- b) To calculate the actuarial costs associated with the application of the Board's decision on Articles 34 & 35 of the Regulations and provide the calculated costs to the 59th session of the Board.

5.3 Step III: Derive the rate of contribution required for the Fund to meet all its financial obligations toward all present and future participants, pensioners and beneficiaries for each of the 5 valuations in paragraph 5.2.3 above, using the mathematical/statistical model developed by the Consulting Actuary that takes into account all the other assumptions described in Step II.

5.3.1 The required contribution rate calculated for the Regular Valuation (“the required rate”) is compared to the existing contribution rate [“the existing rate”, currently 23.7% of Pensionable Remuneration (PR)]. If the required rate is less than the existing rate, the Fund is said to be in actuarial surplus. The Fund is said to be in actuarial equilibrium if the required rate is equal to the existing rate. It is said to be in actuarial deficit if the required rate is greater than the existing rate.

6. The results of the exercise outlined in paragraph 5 above will be presented to the Board at its 59th session in Document JSPB/59/R.4 – Report by the Consulting Actuary, in Document JSPB/59/R.4/Addendum 1 – Note by the Consulting Actuary and in Document JSPB/59/R.5 – Report by the Committee of Actuaries. None of these 3 documents was available to me at the time of writing the present short note.

7. In the light of the results, of the views and advice of the Committee of Actuaries, and of the discussions there, the 59th session of the Board will “recommend such action to the member organizations as it deems desirable” [Article 12 (c) of the Fund’s Regulations].

8. The results of the actuarial valuation of the UNJSPF as of 31 December 2011, the discussions thereon at the 59th session of the UNJSPB (PB59) and the related decisions and recommendations of PB will be reported in a future issue of the AAFI-AFICS Bulletin.

Samuel MBELE-MBONG



“SENIORS D’ICI ET D’AILLEURS”: BEHIND THE SCENES AT THE UNITED NATIONS



It was thanks to the generosity of AAFI-AFICS (the Association of Former International Civil Servants) that members of the organization “Seniors d’ici et d’ailleurs” (SIA) were able to visit the United Nations on 8 March 2012. The AAFI-AFICS Committee gave us the entrance tickets, so that participants could have an opportunity to visit the most prestigious site in ‘international Geneva’.

The UN is a mythical place that you cannot enter without proving your bona fides, in other words submitting to security checks as strict as those at an airport – your humble servant had to go through the barrier three successive times.

It is worth the effort to penetrate into this haven of peace. The interior of the edifice reveals itself as grandiose. Everything is on a giant scale – the high ceilings, the long corridors, the huge conference rooms that can hold thousands. You lose count contemplating the works of art presented by Member States, you lose your bearings imagining the scope of the UN project, and you lose your way, quite simply, if you forget to stick to the group as it gallops through the building.

Like the phoenix reborn from its own ashes, the UN succeeded the defunct League of Nations in 1945. Its emblem was chosen with care. The representation of the map of the world in the General Assembly Hall, for example, radiates out from the North Pole (by definition a neutral spot) so as not to diminish any country. Below appear the palms that symbolize peace among the peoples of the world.

UN activity revolves around three pillars: peace, human rights, and development. Year after year the countries draft resolutions to provide solutions to the crises that arise in the world, of course, but also to establish international laws in the form of conventions, pacts and protocols for signature and subsequent ratification and implementation. In this institution every one of the 193 Member States has the right to speak ... carefully limited to 4 minutes per delegation during a conference to prevent undue long-windedness.

As for funding, the UN budget is 1 billion dollars per annum, which is very little when you think that the city of Paris spends twice that to recycle its rubbish! When it comes to building peace, money is in short supply.

Contrary to general belief, the UN Headquarters in Geneva is not much smaller than that in New York: 8,000 staff members at the one as against 10,000 at the other.

The SIA adored their visit. It was symbolic for so many of them who come from war-torn countries to discover this institution devoted to peace. They posed with pride in front of the UN emblems. Think of it: every day thousands of men and women are exerting themselves to prove that a different world is possible ...

Nicole RENAUD ZURBRIGGEN

Extract from the information bulletin of the Geneva Red Cross, No. 64, March 2012



AMICALE TO ASSOCIATION II

[These anecdotes of daily life of the “internationals” have been culled from the Bulletins the Amicale published in 1942 and 1943]

With the winter months came an economic crisis at the end of 1942. The Genevans, known for their ready grumbling, started to regret the enforced departure of the League of Nations and ILO staff. Those who had deplored the noise and bustle, the influx of foreigners who were changing the character of the town and longed for the calm and quiet of earlier times, began to realize that many hotels were closing, flats were empty, and no delegations were arriving at the station. The League had brought not only prosperity but also a moral and intellectual status to Geneva.

The Amicale was also facing financial problems, so a grant of Fr.50.00 in November 1942 from the Saturday Football Club was more than welcome, and members who had not paid their subscription were reminded once again of their obligations. A propaganda drive brought in four new members, but the Tennis Club was only just able to pay the interest on their loans. The only prosperous Geneva enterprise would seem to be the tramway, a veritable goldmine in these difficult times.

Early in 1943, although France was now totally occupied, communications were again possible, to the relief of all. A large number of Bulletins which had not travelled further than the frontier were sent off again to friends around the world.

A number of Amicale members now working in Berne in different administrations and enterprises created a Survivors' Club to bring news of the far busier capital to Geneva where little was happening. Easier said than done. Berne was overpopulated and housing a big problem. The Berne internationals not only worked in all sorts of offices but also lived scattered wherever they could find a lodging near to a tramway. Former international staff had a nasty shock when the federal offices announced that, as usual, as of 1 April the workday would start at 7h30. Many offices were located in neighbouring towns, which were just as crowded, so they often had to commute for up to two hours each day. The only cars still on the road had CD number plates, diplomats alone having sufficient petrol to continue to run a car, although even the diplomats had traded in their luxury limousines for boxes on wheels. The Bernese however were lucky because they could still go skiing on the Gurten, whereas the Salève was out of reach for the Genevans.

After many months without news, the correspondent from Shanghai was able to send information to Montreal that they had set up an office in Choung-King. The difficulties were enormous. Constant bombing hindered normal work, and the war had engendered a massive rise in the cost of living: an ordinary lightweight Chinese cloth overcoat now cost around Fr. 945.

In March 1943, the Bulletin announced that ten members had been deleted after a second reminder for non-payment of their membership fee. There was also good news, however. A supplementary health insurance plan had been set up after long negotiation that would cover 85% of medical and pharmaceutical expenses for an additional premium of Fr.3.50 per month.

Letters from other parts of the world were taking longer and longer to reach Geneva, so even a couple of lines were anxiously welcomed. With the summer months, the Tennis and Swimming Clubs were re-opened and members of the Amicale could obtain a special rate to go to Genève Plage. Excursions were planned to the Jardin Botanique and the Bois de la Bâtie.

After much deliberation, the Geneva cantonal authorities finally issued instructions on taxation, a problem that had remained unsolved for many months. International staff who did not have a paid job and had agreed to leave the country once the hostilities were over would pay only a global tax whereas Swiss nationals would be taxed normally. However, the question of taxation on benefits from the Pension Fund was not yet determined by the federal authorities.

There had unfortunately been no collaboration with the League of Nations for some time, but letters posted from Montreal early in June arrived on 9 August with news of the extremely harsh winter, temperatures falling sometimes to -40°C, made quite bearable by

excellent central heating and plenty of food – in contrast to a previous winter in Switzerland.

The Annual General Assembly was held in September 1943 at the Restaurant of the Mère-Royaume. The Amicale had 223 members, whose fees brought in Fr.1,466.00 plus a further Fr.88.00 in gifts, and Fr.348.00 in publicity in the Bulletin. Some 40 members found their way up the hill to the Mère-Royaume to hear the report of the Committee and discuss items such as relations with the newly formed group in Great Britain, with which it was strongly hoped in a resolution that close links would be maintained, as well as with the many colleagues who had returned to their own countries. The Pension Fund, membership fees, elections to the Committee and health insurance were also on the agenda.

The September-October 1943 Bulletin contained an article on the Geneva University Interpreters' School, opened in spring 1941, listing the qualifications and aptitudes necessary to becoming a good interpreter, including rapidity of understanding, good elocution, intuition, imagination and moral qualities. Are these still the main criteria?

As 1943 drew to an end, concern grew for the life and safety of former colleagues and their families. Newspaper headlines were not encouraging and there was little possibility of direct contact. The Committee nevertheless set up a working group to study the reintegration of staff whose careers had been interrupted at the beginning of the war. They also decided to organize a tea party for members and their families at the Hôtel d'Angleterre at the end of January. The price was set at Fr. 2.00 per head, including service.

Elisabeth M. BELCHAMBER



A SHORT HISTORY OF AAFI-AFICS FINANCES

Former ILO staff met on 19 July 1940 to adopt the statutes of the *Amicale des anciens fonctionnaires du BIT*. This was the beginning of AAFI-AFICS. The ILO Staff Union donated CHF 500.- as seed money, the membership fee was fixed at CHF 8.- per year which could be paid in two instalments. Later it evolved naturally into an association open to all former international civil servants of the UN system, over 30 specialized agencies and semi-autonomous programmes.

In 1943 to cover the cost of the publication of our *Bulletin*, donations were introduced. Members paid an additional CHF 2.- for the *Bulletin*.

In 1953 a separate assistance fund was created and members started contributing to this fund. At the suggestion of the Federation of Civil Servants' Associations (FICSA), the Amicale in 1955 mutated into the Association of Former International Civil Servants (AAFI-

AFICS), paving the way for its membership worldwide. In 1956, the General Assembly increased the annual membership fee to CHF 10.- and the life membership to CHF 100.- In 1961 AAFI-AFICS became an associate member of FICSA. In 1969 a sister organization was formed in New York, soon followed by the creation of separate associations of former international officials who had served in FAO (Rome) and UNESCO (Paris). In the early 1970s, under the pressure of signs of a breakdown in the dollar-based world monetary system, coordination problems arose and the four associations together formed a federation, FAFICS. In 1970, the annual membership fee was increased to CHF 15.- and thereby the life membership increased to CHF 150.- In 1975 the annual membership increased to CHF 20.- and the life membership to CHF 200.- In 1978 the statutes were revised to include members of other associations as associate members who paid half the annual fee without voting rights. It was decided in 1979 that the Committee should consist of 18 members, one third to be elected each year.

In 1985, the Committee again revised the annual membership fee to CHF 30.- and the life membership fee to CHF 300.- . During the same year the Committee set up a Legal Defence Fund to be used for giving legal advice and support to pensioners who lodged appeals against the application of decisions taken by the General Assembly. The Co-ordinating Council of the Geneva-based staff of the United Nations generously provided seed money (from the profits of SAFI) by allocating CHF 10,000,- to AAFI-AFICS to set the ball rolling. A further sum of CHF 23,791 was received from 215 contributors to the appeal launched by AAFI-AFICS. In 1988 the General Assembly decided that all donations must be credited to this Legal Defence Fund the name of which was changed in 1990 to Solidarity Fund. It was also decided that annual members could become life members on more favourable terms. Two thirds of subscriptions would be credited against CHF 300.- Another major decision was to provide place for the representatives of other sister associations in Geneva.

Mr. Hilmar Galter, UNOG auditor, reviewed the Association's financial and accountancy practices and established a procedure for the unexpired portion of life members' contributions. The blocked reserve would be considered solely as a liability shown in the accounts to reflect the accounting balance to support the Association's expenses over the next 25-year period. From 1 July 2003 the Committee accorded a reduction of CHF.100.- to any new life member who had previously taken out a life membership with a sister association/section in Geneva.

From April 2006 the Committee approved the annual membership fee at CHF.35.- and the life membership at CHF.350.- Currently they are CHF 40.- and CHF 400.- respectively.

Venkataraman NARASIMHAN



UN SOCIETY OF WRITERS: POETRY READING ON THE LAKE

On Saturday 10 March 2012 beginning at 11 a.m. and continuing until well past noon, the United Nations Society of Writers/Société des Ecrivains des Nations Unies and its literary journal *Ex Tempore* co-sponsored a “happening” at the Bains des Paquis, including the reading of lake poetry by Alphonse de Lamartine, Rainer Maria Rilke and Hermann Hesse, with translations into English and Russian.

Under a pristine blue sky, with balmy breezes, and facing the glory of the jet d’eau rising majestically over the rade, we listened mesmerized as Antony Hequet declaimed his poem “Je parle le langage du feu... j’écoute les voix de l’eau”. Antony, a Geneva poet and artist, old friend of UNSW and member of “Earth Focus”, an NGO that promotes sustainable development and a respectful relationship with our environment, including all fauna and flora, animated the group of young and old enthusiasts of Lac Lemman and of the River Rhône. Already two years ago Antony, who frequently writes for *Ex Tempore* (vol. 22, “A quoi servent les contes, les légendes, les mythes et la poésie”), launched a poetic ritual called “flux”, aimed at re-establishing a relationship with fundamentals, with the sources of life, with the elements such as fire and water. Antony has performed this poetic ritual at *Ex Tempore* salons, and several times on the Rhône and at various sites on the shores of Lake Geneva.

It is magic, as anyone who has participated will tell you. Once again, it gave us all more than just one frisson, a pleasurable shiver, a tingling in the spine reminiscent of so many early experiences. “Flux” is intended to lift us out of routines, habits, numbed feelings and misanthropy. Nature is inexhaustibly inspiring, and we should rejoice, not only belly-ache about real or imagined problems. *Gaudeamus igitur*.

We can take pleasure in just breathing fresh air from the lake, in watching the seagulls fly over our heads, the ducks gliding on the gentle waves, the swans alighting noisily on the water. The lake is a symbol of continuity, admired by human eyes for thousands of years - Helvetians, Romans, reformers, refugees, statesmen. Julius Caesar, Jean Calvin, Vladimir Lenin were all here, and they all experienced the lake – in different ways -- and the fast waters of the Rhône. Heraclitus knew that everything changes and evolves -- “No man ever steps in the same river twice” – and yet, there is this undeniable continuity. If you pick up a pebble from the lake, just think that a young boy may have had it in his hand on a summer day fifty or a hundred years ago. As you climb down the rocks into the water, to immerse yourself in the waves, imagine how many have done it before you – and how many will do it after you. If you are into numismatics and hold a coin from Roman times in your hands, or a coin from the time of Calvinus, just think that someone once bought himself a glass of wine with it, just as we would do today. There is a true universality of spirit that joins all men and women in all regions of the world. We have so much more in common than differences that set us apart.

Water has inspired countless poets, including Lamartine, who wrote his wonderful Ode to the Lac du Bourget:

“Ainsi, toujours poussés vers de nouveaux rivages,

Dans la nuit éternelle emportés sans retour.
Ne pourrions-nous jamais sur l'océan des âges
Jeter l'ancre un seul jour? »

It is necessary to pause for a moment, open our eyes and enjoy a stroll on the Quai Wilson, relate to the alleys of plane trees, the firs and the lime trees, enjoy discovering a thousand different flowers in the Botanical Garden, marvel at the miracle of a butterfly in spring, focus on the horizon, on the splendour of the Mont Blanc and the Aravis, on the sheer beauty of a sunset over the lake.

Readers of the Bulletin are invited to write about these and other topics and to forward your essays, short stories and poems to David Winch, President UNSW, dwinch@unog.ch, or to Carla Edelenbos, Vice-President cedelenbos@ohchr.org. We need many new UNOG authors, from ILO, WHO, WIPO, ITU, WTO and other organizations. There is so much in-house talent that should not be exclusively devoted to drafting reports and resolutions.

By the way, Antony intends to repeat these happenings regularly and the UNSW will inform its members of the dates. Otherwise it is suggested that interested persons contact Antony directly at his email address antony.hequet@orange.fr.

Alfred de ZAYAS, retired OHCHR
www.alfreddezayas.com



NEWS FROM THE ORGANIZATIONS

UNOG

On Tuesday, 3 April 2012, Switzerland and the United Nations signed an agreement for the renovation of the Palais des Nations. Switzerland will pay 50 million francs to improve the insulation of the building.

According to the Federal Department of Foreign Affairs (DFAE), the Director-General of the Office of the United Nations in Geneva met with Federal Councillor Didier Burkhalter and the President of the Swiss Confederation, Eveline Widmer-Schlumpf,

Together with the Head of DFAE, the Director-General of the UN, Kassym-Jomart Tokayev, signed an agreement concerning Switzerland's financial contribution to the work of renovating the Geneva Palais des Nations. The renovation of the Palais, a construction dating from between 1929 and 1936 that does not meet modern security and energy standards, has been estimated at \$670 million.

In December the UN General Assembly approved a sum of \$3.6 million to begin the preparatory studies. The work will be performed in stages beginning in 2014-2015.

The agreement concluded on 3 April between Switzerland and the UN concerns a single contribution of CHF 50 million for the implementation of architectural energy-saving measures as part of the total renovation of the UN's European headquarters. The Federal Council had given its accord for this disbursement on 29 June 2011.

During the negotiations Didier Burkhalter stressed the fact that 'international Geneva' remained a priority in Swiss foreign affairs. The Head of the DFAE spoke of "the immense Genevan network of diplomatic missions and international and non-governmental organizations which," in his view, "enabled the enhanced exploitation of synergies among all concerned parties".



INFORMATION SEMINAR ON "AGEING AT HOME"

Tuesday 25th September 2012 at the ILO, Geneva, from 2 p.m. to 5.30 p.m.

STAYING IN ONE'S OWN HOME EVEN WHEN AGE- OR HEALTH-RELATED CHANGES MAKE IT DIFFICULT TO CARE FOR ONESELF EASILY AND SAFELY

AAFI/AFICS is organizing a seminar which aims at advising members living at their own home on how to adapt to changing needs and to inform them of the available solutions. One keynote speaker will be a recognized expert in this field, Prof. Hermann-Michel Hagmann, former Professor at the University of Geneva and founder of the Centre Médico-Social (CMS) in Sierre. Main organizations providing services at home in the cantons of Geneva and Vaud and neighbouring France (Pays de Gex and Haute Savoie) will also be represented at the seminar. Informative documentation on the topic of the seminar will be made available to participants.

Those wishing to participate should **register between 15 August and 15 September** in writing, or by e-mail to:

Aafi-afics@unog.ch

More information will be made available via our e-Newsletter and the website <http://afics.unog.ch/afics.htm>.

BIRD-WATCHING

Is bird-watching really for the elderly? I chose it as a hobby to pursue once I retired, but began to have my doubts after my first outing.

Bird-watching is done in all weathers and I really mean all; and unlike walking or skiing, where you can warm up as you trudge through the mud and rain or glide through the snowstorm, when watching birds, you need to stand stock still, often for what seems like hours at a time, concentrating hard, with eyes and ears pricked and binoculars trained fixedly on the tiny objective.

Moreover, bird-watchers are fiendishly enthusiastic: they do not rest, they do not eat or drink, they do not even need to answer the call of Nature - or at least that was the impression I got during my first experience of the activity, an impression that has not in fact been materially revised even after many convivial picnics with my group of Swiss 'twitchers'. If there are no birds to be seen or heard, they will deign to open a bottle or share delicious chocolate or cheese, but at the first distant tweet or flash of a wing all such trivia are discarded in favour of the main aim.

The day I began was a grim grey winter's day and we were at it from early morning to late afternoon, with a hasty picnic in a freezing hide and, out in the fields, no service stations or cafés with facilities or any cover at all for a large human being. We saw - or they saw for the most part, as my untrained eyes and inadequate binoculars missed most of them - birds with the strangest names, names that meant nothing to me, because of course they were in French and what bird lore I had acquired over the years was exclusively in English. I missed a lot of sightings as I struggled to write down the names so as to check their Latin equivalent at home and from that discover what they were 'really' called. So I was rather discouraged.

Around four or five o'clock there were murmurings about calling it a day, at which my spirits rose, only to be dashed minutes later when we met another group of birders, beside themselves with excitement because they had seen a pie grièche isabelline.

Just think of that!

(Here I must beg any of my readers who are experienced bird-watchers and fluent in French just to try and imagine what that name sounds like to someone hearing it for the very first time and not understanding a syllable.) We rushed to the spot - well, no, not actually to the spot, because this extremely rare bird must not be disturbed, but to a place several hundreds of yards away, from where I could just, just see a tiny little creature, rather paler than a sparrow, but equally dull in appearance. We watched it flitting about in a little bush for - I swear - the next hour, until frozen to the bone I began to think the pie grièche isabelline might have to be included in my epitaph.

So why, you will ask, did I continue? Well, there were compensations and things did eventually get better. First of all, the pgi turned out to be a rufous-tailed shrike, which I thought a riotously funny name, and to be an 'accidental species' having come to Switzerland from farthest Siberia, which not many of them do, so that was quite exciting in

itself. And then, of course, I got a bit better at spotting things and learning a few names. And then we went away on field trips and saw bee-eaters and bluethroats and wallcreepers (tichodrome échellette – I must say the French often outdo us in the weirdness of their names) and golden orioles and I was hooked. You know how wonderful it is when you see a kingfisher flash by; well imagine little birds even more colourful than a kingfisher – green, yellow, red, orange and blue - that you can watch for as long as you like, because they don't flash by but go about their business all day long in front of a sandy river bank within reasonable watching distance even for the myopic. That's the bee-eater; and the bluethroat, as its name suggests has a throat as blue as a robin's is red; and the wallcreeper is an amazing deep pink when it spreads its wings against a grey rock face, like an exotic butterfly; and the golden oriole is really gold and black and has a cry that sounds like 'oriole' or 'loriot' (its name in French) and incorporates a yodeling sound on the second syllable, thus managing to be trilingual with just one call; and ... and ... and.

What is more, I learnt to eat and rest when I needed to, despite the viewing marvels being announced, and even to insist at each stop that we spot a convenience before we spotted any birds.

And then, when I had achieved all this I had my moment of glory, which I guess is what has me hooked on bird-watching for life, even though what I spotted was not even a bird. One day, as we were as usual scanning a forest about a hundred miles away, I saw this strange white object moving around in the trees. I pointed it out to my companions who were very scathing: "A plastic bag caught in the branches", they said. But I wasn't convinced and pestered the leader to train his super powerful telescope on it. Well, you will never guess what it was. It was an albino squirrel! No one had ever seen such a thing before and everyone went mad watching it gambolling in the trees. I felt very smug.

So I continue to wear out my eyesight and strain my ears to catch sight or sound of that rare bird that will make me famous among my friends for life.

Try it. You may not be lucky enough to see another albino squirrel, but there are many other marvels hiding out there.

Jane BROOKS





The Mirror

I look in the mirror
And what do I see?
A strange looking person
That cannot be me.

For I am much younger
And not nearly so fat
As that face in the mirror
I am looking at.

Oh, where are the mirrors
That I used to know
Like the ones which were
Made thirty years ago?

Now all things have changed
And I`m sure you`ll agree
Mirrors are not as good
As they used to be.

So never be concerned,
If wrinkles appear
For one thing I`ve learned
Which is very clear,

Should your complexion
Be less than perfection,
It is really the mirror
That needs correction!!

*By Edmund Burke (1729-1797), the Irish statesman, author, orator,
political theorist and philosopher, who sat in the House of Commons
for many years as a member of the Whig party*



ANYONE FOR SHAKESPEARE?

More sayings from Shakespeare

This year the Globe Theatre will celebrate the literary reach and enduring thoughts of Shakespeare with performances of 37 of his plays in 37 different languages by 37 international companies. Shakespeare has indeed unwittingly created a confraternity across the ages and the globe.

Each Wednesday, our own Shakespeare group meets to read and discuss the nuances of the plot, characters and language of a chosen Shakespeare play. Every time we are surprised at the skill with which the playwright expresses thoughts of the most universal validity in the most memorable language.

We should like to share with you again some phrases that turn easily on our tongues and stick in our thoughts.

Salad days

My salad days,

When I was green in judgement, cold in blood,
To say as I said then!

(Antony and Cleopatra, Act I, Scene 5, 73-75)

Mark Antony is recalled to Rome from Egypt and Cleopatra. Longing for his return, Cleopatra is trying to pass the time in bantering with her attendants. Charmian teases the Queen, reminding her of her former great love for Julius Caesar. Cleopatra replies that compared with the love she now has for Antony, the love she had then was that of her salad days. The thought is left hanging of a green young woman, immature and inexperienced.

Salad Days was the title given to the 1954 musical by Julian Slade. It told the story of inexperienced young graduates leaving university to start life in the wider world.

The short phrase has passed into our times with that same hint of differing meanings, which makes it easily adaptable as a metaphor for either the positive or negative aspects of youth. It can suggest carefree daring and even, unlike Cleopatra, nostalgia for the loss of youthful innocence.

Diane SIMMANCE

Full of sound and fury

Out, out brief candle!

Life's but a walking shadow, ...

... It is a tale

Told by an idiot, full of sound and fury,
Signifying nothing.

(Macbeth, Act V, Scene 5, 23-24; 26-8)

Macbeth has just been told that his wife, his once 'dearest partner of greatness', is dead. Now sated with his own crimes, he longs for death. He reflects on the futility and emptiness of life, in which human beings are no more important than bad actors making brief appearances on a stage.

The expression, which originally referred to the span of human life in general, is now used in a more trivial, colloquial sense, often to describe noisy but empty fits of temper or even a noisy and crazy city. It is a phrase frequently used by writers. William Faulkner's famous novel of 1929, *The Sound and the Fury*, almost convinced us that it was he who gave us the phrase.

Inez HOLMES

If it were done, 'twere well it were done quickly

If it were done - when 'tis done – then 'twere well
It were done quickly: if th' assassination
Could trammel up the consequence, and catch,
With his surcease, success;

(Macbeth, Act I, Scene 7, 1-4)

Macbeth mulls over the proposed assassination of Banquo and considers there is no time to waste. But he is doubtful whether murder, however successful in its aim, can be without consequences in both this and the afterlife. When he does decide to act, his murders move at great speed.

Used today the phrase is only very slightly changed: If it were done, 't were well 't were done quickly. It is used, for instance, in office idiom when a document is waiting for approval or a post waiting to be filled. All thoughts of assassination are then kept for those who insist on moving slowly and sticking to administrative red tape.

Michel THURIAUX

A tower of strength

Why, our battalia trebles that account;
Besides, the king's name is a tower of strength
Which they upon the adverse faction want.

(Richard III, Act V, Scene 3, 11-13)

It is the night before the Battle of Bosworth Field as the murderous King Richard III is preparing to meet his rival, Henry Tudor, Earl of Richmond. He searches for arguments to bolster his increasingly shaky self-confidence and intuitive sense of impending failure. Even though he knows that his forces treble that of the adverse party, he introduces the abstract idea of his divine aura or power of kingship as being an assurance of his military success on the ground.

Both Richard and Shakespeare's audience would have probably known King Solomon's proverbial words: "the name of the Lord is a strong tower: the righteous run into it and are safe." (Proverbs XVIII:10). But Richard shifted the emphasis from a refuge to a tower built

on the quality of unassailable divine strength. Shakespeare was probably setting the king's arrogance up for a fall, as he was indeed defeated next day by the forces of the future King Henry VII. Shakespeare could hardly resist the irony of the same king struck down on the battlefield and faced with the fragility of his name and crown, shouting "A horse! a horse! my kingdom for a horse!": a king willing to barter his unassailable kingdom and his name for his life.

In modern times, Richard's phrasing is still used. However, the emphasis is placed more on the idea of compassionate mental strength inherent in a particular human being and usually already proven so.

Jean GURNEY



SOCIAL GET-TOGETHERS IN GENEVA

International crossroads

Once a month, Wednesday get-togethers for Geneva-based former international civil servants and their friends, 2 p.m.-4 p.m. – **12 September, 3 October, 7 November, 5 December, 9 January.**

Information: Gilbert Ferrari, AAFI-AFICS, room A-265, Palais des Nations, 1211 Geneva 10.

e-mail : aafi-afics@unog.ch or call Cité-Seniors 0800 18 19 20.

AAFI-AFICS ACCOUNTS 2011

AAFI/AFICS
STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE
AS AT 31 DECEMBER 2011
(Expressed in Swiss Francs)

INCOME		EXPENDITURE	
	ACTUAL	BUDGET	
Contributions	39'284.20		
<i>Annual</i>	8'447.20	10'000.00	<i>Publicity</i>
<i>Transfer from Reserve</i>	30'837.00	32'400.00	<i>Missions & Travel costs</i>
			<i>Hospitality</i>
Other Income	17'476.38		<i>Contribution to FAFICS</i>
<i>Participation to the Seminar*</i>	4'131.28	0.00	<i>Bank charges</i>
<i>Gross Interest</i>	13'045.10	9'000.00	<i>Social Welfare Officer **</i>
<i>Donations</i>	300.00	0.00	<i>Other S. Welfare exp.</i>
			<i>Office Supplies</i>
			<i>Secretariat</i>
			<i>Third Party Insurance</i>
			<i>Solidarity Fund</i>
			<i>Miscellaneous exp.</i>
			Excess of Income over Exp.
	56'760.58	51'400.00	23'704.36
			56'760.58 51'400.00

*Refund from AMFIE of expenditure already incurred (September 2010) on the seminar on "Wills and Successions".

**The new Social Welfare Officer was appointed in November 2011. The related exp. therefore covers the period November-December only at an increased compensation level.

AAFI/AFICS
BALANCE SHEET
AS AT 31 DECEMBER 2011
(Expressed in Swiss Francs)

ASSETS		LIABILITIES	
CASH AND TERM DEPOSITS	332'197.00	SOLIDARITY FUND	15'382.59
<i>On Hands</i>	1'061.80	<i>Fund Balance 1st Jan</i>	15'082.59
<i>At Bank</i>	12'036.52	<i>Donations</i>	300.00
<i>Postal Account</i>	3'791.48		
<i>Deposits with MEC</i>	315'307.20	RESERVE **	364'497.85
		<i>Balance 1st Jan</i>	367'408.85
INVESTMENTS *	344'694.05	<i>add :</i>	
		<i>Contributions received</i>	27'926.00
		<i>less :</i>	
RECOVERABLE WITHOLDING TAX	2'968.70	<i>Transferred to Income ***</i>	-30'837.00
		ACCUMULATED SURPLUS	299'979.31
		<i>Balance 1st Jan.</i>	276'274.95
		<i>add :</i>	
		<i>Excess of Income/Exp.</i>	23'704.36
	<u>679'859.75</u>		<u>679'859.75</u>

* Investments at cost : The market value amounts to 345'244.- at 31.12.2011(ANNEX 1).

** Unused portion of life members' contribution.

*** 1/25 of life Members' contribution from 1987 to 2011(ANNEX2).

**NOUVEAUX MEMBRES
NEW MEMBERS**

ABRAR Shirin (ITC)	rue Pedro-Meylan 6 CH-1208 Genève	Abrar146@gmail.com 0041 22 786 0954
BADURA Elisabeth (UNOG)	avenue de Galatin 6 CH-1203 Genève	elisabadura@bluewin.ch 0041 76 378 9790
BARONDEAU Bernard	rue de la Servette 96 CH-1202 Genève	bbarondeau@gmail.com 0041 22 734 6980
BISHOP Avard L.J. (WIPO)	574 rue de la Mairie FR-01170 Cessy	Avard.bishop@gmail.com 0033 450 423 359
BRZAK Cynthia (UNHCR)	chemin du Poisat 9 CH-1293 Bellevue	cymbrual@bluewin.ch 0041 78 743 7997
BUFFAM Colin John (WIPO)	Les Arsets, B.P. 153 CH-1882 Gryon	colin@buffam.ch 0041 24 498 2063
CATLIOTA Donna # (WHO)	quai du Seujet 16A CH-1201 Genève	Donnamaria.cat@gmail.com 0041 22 731 9112
CHATARD-HEIN Hannelore (UNOG)	2249 rue de Pitegny FR-01170 Gex	hannelore.chatard@gmail.com 0033 450 414 603
CHRISTENSEN Arne Dalh (UNOPS)	Vangedervej 114A DK-2829 Gentofte	arnedalh@fasttvnet.dk 0045 29 455 320
DESUZINGES Josiane # (UNOG)	1061 avenue des Trois Cols FR-74200 Allinges	jdesuzinges@yahoo.fr 0033 450 705 167
DUCRUET-BOUCHET Catherine (UNOG)	110 chemin des Contamines FR-74160 Beaumont	Cathy-bouchet@gmail.com 00033 450 044 612
DUMONT Pierre (WMO)	Résidences Les Chênes B Chemin de la Chaux FR-74140 Veigy	Pdum33@gmail.com 0033 450 948 164
GRIN-YATES Josephine # (UNRISD)	place de l'Ancienne Eglise 6 CH-1172 Bougy-Villars	jgrinyates@gmail.com 0041 21 807 3887
GUEBEY Catherine (UNOG)	49 route du Vouan, Boisinges FR-74250 Viuz-en-Sallaz	Cath.gueb@hotmail.com 0033 450 314 218
HENDERSON Maureen (UNCTAD)	B.P. 808, CH-1264 St-Cergue	0022 360 2386
KRANTZ Sophie # (ITC)	Alte Landstrasse 147 CH-8800 Thalwil	Sophie.krantz@gmail.com 0041 78 748 5616
LAZARO MARTINEZ Luis (ILO)	chemin de la Menuiserie 19 CH-1293 Bellevue	luilazaro@gmail.com 0041 22 774 0835
LETTIERI E. Marguerita # (UNCTAD)	chemin de Valérie 67 Ch-1292 Chambésy	enrichetta_lettieri@yahoo.com 0041 22 758 0206
LOPEZ SOLANAS Angel (WIPO)	rue des Délices 19 CH.-1203 Genève	Angel.ls@bluewin.ch 0041 22 733 3654

MALYAVIN Alexander # (UNICEF)	avenue de Secheron 2 CH-1202 Genève	alexandermalyavin@gmail.com 0041 22 741 2928
MOULIN Madeleine (UNOCHA)	avenue de Miremont 8B CH-1206 Genève	madmoulin »bluewin.ch 0041 22 346 4136
PATTYN Bernard # (UNICEF)	place de Chambésy 9 CH-1292 Chambésy	bpattyn@bluewin.ch 0041 22 758 2523
PERDRIX Albane (Pascale-Marie) (WHO, UNHCR)	Les Résidences Fleuries 50 chemin de la Planche Brûlée FR-01210 Ferney-Voltaire	Albane.perdrix@hotmail.com 0033 450 428 301
PRINCIPE Adelaide E. # (UNHCR)	rue Rothschild 66 CH-1202 Genève	gigiprincipe@gmail.com 0041 22 731 3619
TSUCHIDA Voichiro (UNHCR)	place des Perrières 1 CH-1296 Coppet	Tsuchida.yoichiro@gmail.com 0041 79 964 2765
VARGAS René # (UNOG)	chemin du Triangle 3, Apt. 301 CH-1295 Mies	rvargas@unog.ch 0041 22 732 4703
WALCH Elisabeth (WHO)	rue Etienne-Dumont 14 CH-1204 Genève	e-walch@sunrise.ch 0041 22 311 7329



ILS NOUS ONT QUITTÉS THEY HAVE PASSED AWAY

UNOG – ONU GENÈVE

BADRAN Fawzia	17 10 2011	BOUFFEZ Françoise M.	25 01 2012
BARNES Anna Mahil	02 12 2011	BOURGEOIS Jean	04 12 2011
BOVAY Georges M.	15 02 2012	BOURGEOIS Marc Louis	30 03 2012
BUNDLE Ruth	15 01 2012	BUGY Alexander	08 02 2012
CHAN TUNG Chan Sew S	12 01 2012	CARDOSO Eugenia	13 03 2012
CORBAZ Nelly Martha	27 12 2011	CHANNA Rajan	26 11 2011
CUBILLOW BRAVO Hugo	29 11 2011	CREVOISIER Leon	12 12 2011
DAMERELL Mestwat M.	17 11 2011	DOCHERTY Maria Angela	10 04 2012
DIMITRIPOULOS Spyridon	13 04 1987	D'UGARD Carlos	10 02 2012
FLETCHER Dorothy	27 01 2012	ESTEVE Enoch	19 03 2012
FRASER Joan	21 12 2011	GALABERT Jean-Michel	25 02 2012
FRIEDRICH Jean-Luc	18 12 2011	GIDDY-TOCHER Helen	07 03 2012
HOPENHAYN Benjamin	22 09 2011	GIR Xavier	25 05 2012
IBRAHIM Adam Hamid	07 01 2012	HARARI Raymond	05 06 2012
LOUKHAL Rachid	28 11 2011	HARRIS Pauline	02 01 2012
KOMORSKY Barbara Ann	15 11 2011	JOUKHADAR-DAVIEZ Claire	12 10 2011
MORGAN DE MATUTE Josefina	24 01 2012	LISSITSIN Sergey	01 05 2012
PARMEGGIANI Aldo	05 09 2011	LUSCOMBE David Taylor	04 05 2012
SEROVA Lilia	11 10 2011	MIDGLEY Margaret R.	10 10 2011
SEVETTE Jacqueline	27 10 2011	MILBURN Ethel	17 12 2011
SINAN Sinan Mehmet	19 03 2012	NSUMBU Marie	24 02 2012
SLESSOR Peter J.H.	20 01 2012	PIHL Bent	16 02 2012
WINGETT Pamela	26 03 2012	RAMAMURTHY Kuppachi	20 02 2012
WOLTECHE Ghislain	05 02 2012	REID Margaret	28 11 2011
WORMUS Jay William	11 12 2011	SCHLOSSBERG Stephen I.	10 12 2011
ZELLEKE Shifferew	29 09 2011	SEN Gupta P.	25 22 2011
		TORO AGUDELO Blanca Ines	22 02 2012
		TURVEY Ralph	07 04 2012
		WILLES Beatrice Olivia	12 04 2012

UNECE – CEE ONU

KOSTELECKY Enid E. 27 05 2012

UNHCR

OMER Mohammed A. 24 02 2012
 PRIM Guy Noel 06 11 2011
 SHAKER Abdul Rashi 26 10 2011

ILO – BIT

AMBLARD Maria Berta 01 11 2011
 AUTRETTO Giuseppe 25 04 2012
 BAECHTOLD P.A. 19 12 2011
 BASHIR Aisha 25 02 2012
 BECK Kyle Adams 18 01 2012

ITU – UIT

AUTELLI Blanca 12 01 2012
 BARBEZAT F. 20 11 2011
 BASILIOUS Zaher Ayad 21 12 2011
 BRODSKY Maurice 13 01 2012
 COZZENS Donald E. 19 01 2012
 GAMAL Abdel Wahab 26 11 2011
 GOBIN Pierre 29 11 2011
 KIRBY Richard C. 26 01 2012
 PEREZ Gisele 19 02 2012
 POULIQUEN Hervé 19 02 2012
 SIERAKOWSKI Irene 12 01 2012
 WILTSHIRE Cecil Arthur 23 01 2012
 ZINOVIEFF Marie 18 03 2012

WHO – OMS

AHUJA Satya Pal 08 12 2011
 BAILLY Janine C. 17 12 2011
 BARRERA Cecilia 04 08 2011
 BATISTA Joao 03 02 2011
 BETANCOURT R. 06 11 2011
 BILAYE Albert 24 01 2012
 BOVAY Georges M. 15 02 2012
 BUJEVIC MIHELICIC Zlata 24 01 2012
 CHHOTANI Pushpa Wati 28 12 2011
 CONCEICAO W.R. 10 01 2012
 DIBBLE Mary Doreen 30 10 2011
 GOLDIN Rafael 26 11 2011
 GROOM Dolores 22 06 2011
 GUEDES Arino 08 01 2012
 HADGU Eyasu 01 06 2011
 HALL Dorothy C. 11 11 2011
 HARDEN E. 02 05 2011
 HARRIS Ruth 29 11 2011
 JEREMIE Frederic 06 08 2011
 JOHNSON Donald C. 10 12 2011
 KAUL Chand Narai 24 10 2011
 KOVCHAZOV Georgi 28 01 2012
 KUCHARSKI Halina 27 01 2012
 KUSEMAMURIWO Jasper Z. 24 11 2011
 LAURINDO Antoni 16 12 2011
 LAWTON Paul 01 06 2012
 LINSELL Charles A. 20 01 2012
 LOVEN Marga 21 06 2011
 MIVELLE Cecile 19 01 2012
 MORENO DE GOMEZ Yadira 06 02 2012
 NDOUDI Genest 11 01 2012
 OCHOA Luis C.O. 08 01 2012
 ODDO Laura 06 01 2012
 OFOSU-APEA Bennard 23 09 2010
 OUATTARA Sory 17 12 2011
 OUDOT Denise A. 17 01 2012
 POLAK Madeleine 06 02 2012
 RAMAKRISHNAN Gomathy 26 09 2011
 REINIUS Lars R.R. 16 01 2012
 RICHARDS Joyce E.M. 10 01 2012
 RUANE Andrew N. 14 01 2012
 SHARMA Kul Bhushan 28 10 2011
 SRIVASTAVA Naresh C. 13 01 2012
 UEMURA Kazuo 22 11 2011
 WAGNER Georgette 22 12 2011
 WAIS Mercedes R. 25 10 2011
 YUN Suk Woo 16 11 2011

WIPO – OMPI

STOJANOVIC Mihailo 25 01 2012

WMO – OMM

SEBASTIAN Mathilde 08 02 2012
 KONATE Mama 14 11 2011
 MOTTET Florence 26 03 2012

ICITO/GATT

MAC-KAY Joyce 17 12 2011
 RAU Allan F. Jr 25 11 2011
 YEKEDO Roger H. 12 01 2012

UNHQ – ONU NEW YORK

ALEXANDER Mary Jane 27 05 2011
 ANKUTA Pauline 13 01 2012
 ASTWOOD Henry T. 29 11 2011
 BAPAT Dorothy 13 05 2011
 BERNA James Joseph 03 02 2012
 BEYNON Ethel Myra 28 12 2011
 BYAM Leo 22 11 2011
 CABIBBO J. 21 12 2011
 CHIEN W.W. 12 11 2011
 CHU Ruth 20 01 2012
 CONE Stephen 01 01 2012
 DEBATIN Helmut F. 14 12 2011
 DURANDAU André 20 11 2011
 DUVAL G. 13 10 2011
 EHIRIM Prince 10 01 2012
 FORGUES S. 31 01 2012
 GALIANA Huguette 16 12 2011
 GIBBONS Michael 20 12 2011
 GIRAUDON Robert 06 01 2012
 HANLON Michael 16 12 2011
 HIGGINS John 12 01 2012
 HOLLANDER Lilly Helen 24 09 2011
 HORACE S. Raymond Jr. 19 09 2011
 HUSSEY Dermot 29 11 2011
 HWANG WU Shun-Mei 11 11 2011
 IBRAHIM Eline 05 12 2011
 JABER A. 07 02 2012
 JAEGER Alfred L. 24 11 2011
 JOHNSON Iris H. 30 12 2011
 KASTENGREN Gunnar K.A. 13 02 2012
 LACKNER Michael R. 02 07 2010
 LAUZE G.R. 16 12 2011
 LECHON-GARAY E. 21 10 2011

LIAO Huixian	10 12 2011	CAPALDI-MICATI Gina	02 12 2011
MALENYA Hudson F.	31 08 2011	CARDUCCI Yvonne	26 01 2012
MELDAHL E.	11 11 2011	CARTER Maurice G.	06 12 2011
PARMEGGIANI Aldo	05 09 2011	CATALDI M.	22 12 2011
PERIES V.	27 01 2012	DARAZI Mitirachid	12 01 2012
PRAHU Sharada	14 02 2012	DE ANGELIS J.	21 02 2012
RICHARDS Sidney	14 10 2011	ELTOM Hassan Abba	27 08 2011
RIEDEL M.A.	20 01 2012	FORSTER R.	01 02 2012
ROBSON Geoffrey	03 02 2011	GREEN E. Clive	11 01 2012
SCHWEDA Helen C.	11 12 2011	GULBRIDGE P.	14 12 2011
SHELLEY Lalla	26 11 2011	GURSOY Hikmet	18 12 2011
SMITH Mary Elizabeth	04 01 2011	HALING L.	27 01 2012
SORIANO F.	25 02 2012	JIANNEE Agnes	02 07 2011
SZUMAN Witold	13 09 2005	KANTE Souleymane	24 07 2011
TARJOUAN Mahmoud	29 11 2011	LAMBRINIDES Georges	11 11 2011
VEECKMAN O.	22 02 2012	LOPEZ RAMIREZ Tomas	06 02 2012
WOODROW F.E.	21 01 2012	MASTERTON D.	01 01 2012
ZAKARIYA H.	21 01 2012	MEUNIER Henry René	22 01 2012
ZAREMBA N.T.	19 02 2011	MONTOYA Jose	28 01 2012
		PARDOEN Guy A.	23 02 2012
		PAYNE Selma	15 04 2011
ECLAC – CELAC		PERRY Richard	08 02 2012
DE BURNETT Phyllis	11 06 2011	PETROZIELLO V.	07 02 2012
		PHILLIPS-BECKINGHAM June	01 11 2011
		PINEL Odile Maria	16 11 2011
EPPO - OEPP		PONZI Carlo	07 11 2011
MATHYS Gustav	02 12 2011	RADFORD Joan	23 10 2011
		RAIF K.B.	24 11 2011
		SANTHIRASEGARAM Kandaswa	08 12 2011
ESCAP – CESAP		SCHULTHESS Werner G.	12 12 2011
COGGIN Dan	22 01 2012	SERAIS Rosa C.	08 02 2012
JOSHI Lakshmi L.	03 02 2012	SHETA A.M.	28 11 2011
LAPLANTE P.	18 01 2012	SHOHO Jitsuko	21 11 2011
THANUKUL Smarn	16 01 2012	TANNER S.C.	27 01 2012
		TERRACCIANO Giuseppe	09 01 2012
		VENABLES Claire C.	04 02 2012
FAO		WOYNAROVICH E.	02 10 2011
ANDEL Stephanus	06 12 2011	ZEMAITIS A.	09 12 2011
ANTICOLI-BORZA Luigi	08 10 2011		
ARGENTIERI Riccardo	16 01 2011	IAEA – AIEA	
AUBRAY R.	11 02 2012	ABBADESSA John Peter	24 09 2011
BALLESTRELLI Marisa	09 01 2012	HALBERSTADT Willy	07 12 2011
BARBIERI Franco	23 01 2012	JIANG Yue	06 05 2011
BATEMAN Thomas K.	16 01 2012	NEKOLA Johannes	11 02 2012
BENNEMA-VERWAY Nelly	27 12 2011	OTIEZA-QUIRNO Simone M.	26 11 2011
BENNETT E.	03 01 2012	PLATA Bedmar A.	30 01 2011
BERNARDINI C.	04 12 2011	SIEVERING Dorothy	08 01 2012
BIAGINI Marcella	08 01 2012	STEINER Leopoldine	11 12 2011
BISHOP D.R.	12 12 2011	SVENSSON Hans Birger	06 12 2011
BURHARI Atif Yehya	04 01 2012		

UTNER Roland F.	17 01 2012	PITHEY Dusanka	05 11 2011
VELEZ Ocon Carlos	21 01 2012	QURESHI Aitqad H.	19 01 2012
		RISHI Subhash	10 02 2012
		SCADUTO Elizabeth	04 11 2011
		UTWAR Sarti	19 11 2011
		ZAZA Mohammad	17 01 2012
ICAO – OACI			
BOURGEOIS Claude	16 12 2011		
DUFAU-LABEYRIE Marie	10 10 2011		
HAUGHTON Margaret	23 12 2011		
LEICHT F.	08 01 2012		
McMUNN Mary	11 11 2011		
NUNEZ-ALONSO Rosario	28 01 2012		
SHADBOLT Irene	07 12 2011		
SWARTENBROECKX Francine	20 12 2011		
VUILLE-BILLE Ernest	25 12 2011		
WALLER Jean Elizabeth	29 12 2011		
YAP K.	27 01 2012		
ICJ – CIJ			
VOLLEBREGT Dorothy	01 01 2012		
IMO – OIM			
STEWART Annie C.	26 11 2011		
UNDP – PNUD			
ABBOUD Samir	04 12 2011		
ABDEL GHAFFOUR Mohamed K.	10 01 2012		
ALI Yahya M.	06 10 2011		
BAKRI A.	23 01 2012		
BERGER M.F.L.	21 01 2012		
BLACQUE-BELAIRE Patrice	29 11 2011		
CARACOUSSIS Helen	25 01 2012		
COUPET Monique	28 06 2010		
DAVIES Francis	11 10 2011		
DE HOEDT Douglas T.	03 12 2011		
DEGBEY Solange	12 02 2012		
EYIDI Madeleine	22 12 2012		
GROENEVELD-MEIJER Willem	06 01 2012		
GUVEN V.	08 12 2011		
KHAFI A.	20 12 2011		
KREKSCI Saddigh	01 03 2011		
LOCKWOOD David	25 01 2012		
McLENNON Ronald	01 01 2012		
MENSAH Paul Godfrey	17 12 2011		
MEZIANI Bessalem M.	01 09 2011		
MKANDAWIRE Wilson Saul	20 10 2010		
NICHOLLS Marjorie O.	10 12 2011		
OPUBOR Alfred E.	02 12 2011		
PADMANABHAN Krishnaswam	26 11 2011		
		UNESCO	
		ABDINASSER Abdalla	27 11 2011
		AHMED Skafika M.	27 11 2011
		ALLES Buddvisala	09 02 2012
		BOTTERILL M.B.	16 12 2012
		BOUVET Melle Janin	03 02 2012
		DABCZEWSKI Z.	22 01 2012
		DAJANI – SHEHABI Nour	19 09 2011
		DE BRUYN Helene	21 11 2011
		DELGADO-GONZALEZ Manuela	17 12 2011
		DIAKITE Alpha	28 10 2011
		DIALLO-BA Haby Abou	05 05 2011
		EL BOUSTANI Simone	21 12 2011
		ELIAS Taha	12 10 2011
		EL-KHAWAD Else	11 01 2012
		FEDORCSAK Imee	10 01 2012
		GARCIA DE MONZON Virginia	22 10 2011
		GOMEL Gabrielle	17 11 2011
		GOURMAND Geneviève D.	07 12 2011
		GRIMES M.	18 02 2012
		HARDWICKE Patricia	23 12 2011
		KAZEM Ahmed	02 12 2011
		KINUNDA Michael J.	26 01 2008
		KOCHHAR Durga Devi	07 01 2012
		LANZA Diego José	29 12 2011
		LAZAREV A.	27 11 2011
		LAZARUS Ruth Sheila	24 22 2011
		LECLERC Ghislaine M.	23 12 2011
		LUCATELLO Adriano	19 10 2011
		LUTFY Ramsis	07 12 2011
		McPHERSON Frederick E.	04 02 2012
		NAGUIB RAKHA Ragaa	16 02 2012
		NILSSON K.	29 12 2011
		OSTOVANY M.	13 02 2008
		PIRES Mary M.	27 12 2011
		RELLAND Christiane	14 12 2011
		ROYER Madeleine	26 12 2011
		SEVESTRE Germaine	11 10 2011
		SIBRAVA Vladimir	02 01 2012
		TAYLOR Elizabeth M.	27 01 2012
		VARNET Marcel A.	03 12 2012
		YOUSUF A.	02 12 2011

UNICEF

ABOU SHAKRA Nazik Chahi	19 08 2011
AHINAKWAH Ernest T.	03 10 2011
AKALAWU Agunwa Aloy	19 06 2011
FERRARI Bono B.	24 09 2011
JOSEPH Otto	01 01 2012
KONKAPI Savithri	17 02 2012
MUSTAFA Fadul F.	23 01 2012
NAGANATHAN Sundaram M.	15 02 2012
PEEL Utsha	23 11 2011
SAN Yi	13 01 2012

UNON

VREMAN Johan A.	01 02 2012
-----------------	------------

UNOV

BABA Ely	25 01 2011
----------	------------

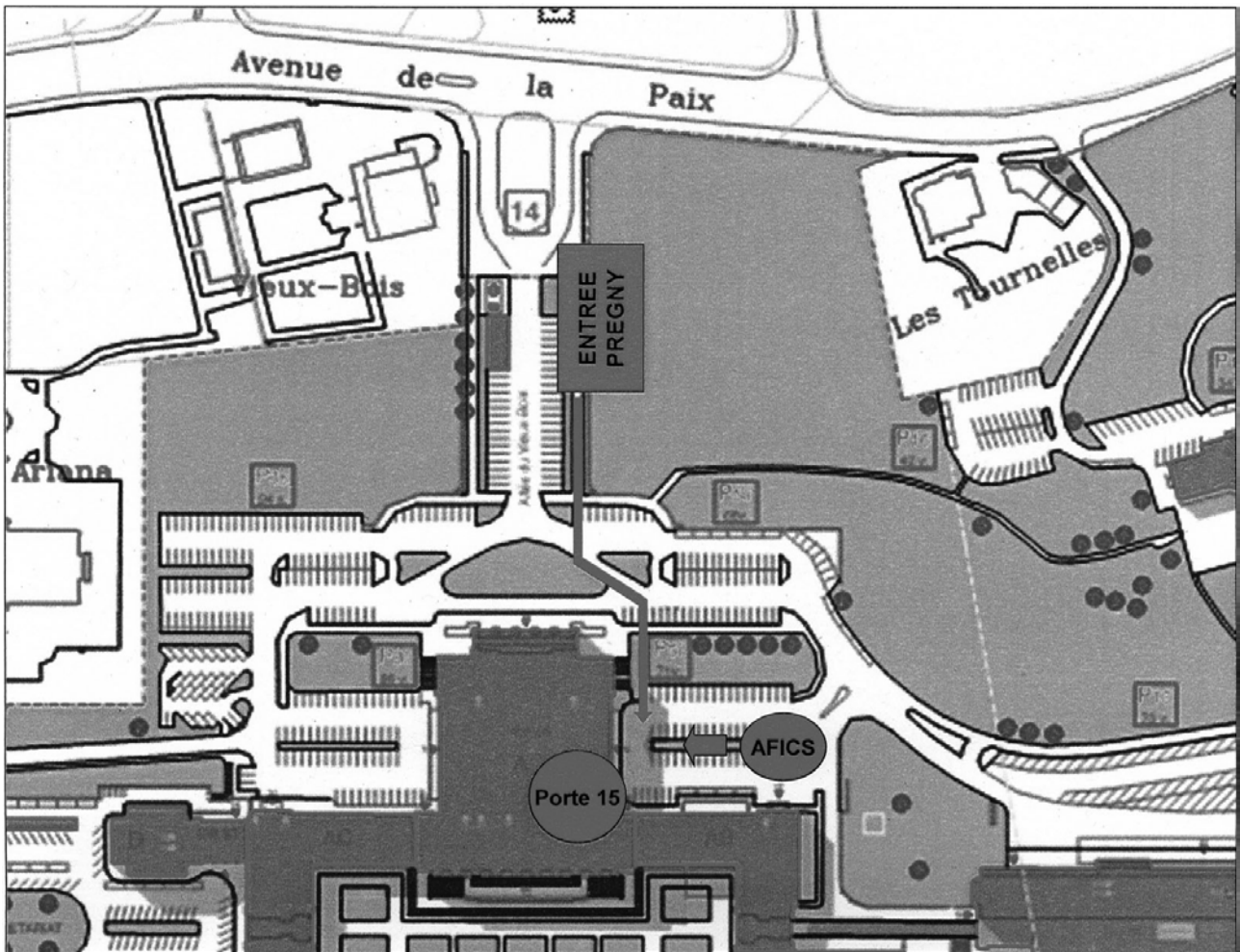
UNWTO (TOURISM) – OMT

MICHAUD Odile	16 12 2011
---------------	------------

PLAN D'ACCESS AUX BUREAUX DE L'AAFI-AFICS
PLAN OF ACCESS TO THE AAFI-AFICS OFFICE

A.265

Palais des Nations



2013 ÉLECTIONS AU COMITÉ AAFI-AFICS APPEL DE CANDIDATURES
--

En conformité avec l'Article 17 des Statuts de l'Association, tout candidat à l'élection au Comité doit être membre de l'Association et sa candidature doit être proposée par au moins trois autres membres.

Si vous désirez vous présenter ou proposer un(e) candidat(e) remplissez la formule ci-dessous. Elle devra parvenir **avant le 15 septembre 2012** à :

AAFI-AFICS
Bureau A-265, Palais des Nations
CH-1211 Genève 10

Les soussigné(e)s proposent à l'élection au Comité de l'AAFI-AFICS

Nom (majuscules)	Prénom	Signature d'acceptation
------------------	--------	-------------------------

.Nom	Prénom	date et signature
------	--------	-------------------

Nom	Prénom	date et signature
-----	--------	-------------------

Nom	Prénom	date et signature
-----	--------	-------------------

Nom	Prénom	date et signature
-----	--------	-------------------

Nom	Prénom	date et signature
-----	--------	-------------------

Courte notice biographique du (de la) candidat(e)

2013 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE CALL FOR CANDIDATES

In accordance with Article 17 of the Statutes, every candidate for election to the Committee shall be a member of the Association proposed by at least three other members.

If you wish to propose a candidate, or to stand for election, please complete the form below and return it **before 15 September 2012** to :

AAFI-AFICS
Room A-265, PALAIS DES NATIONS
CH-1211 GENEVE 10

We wish to propose for election

Name (in capitals)	First name	Signature of candidate
--------------------	------------	------------------------

Name	First name	Signature and date
------	------------	--------------------

Name	First name	Signature and date
------	------------	--------------------

Name	First name	Signature and date
------	------------	--------------------

Name	First name	Signature and date
------	------------	--------------------

Name	First name	Signature and date
------	------------	--------------------

Short biographical note on candidate :